

LES RAPPORTS DU GRIP



GUERRES ET DÉFICITS

**LES DEUX PILIERS DE L'ÉCONOMIE  
DES ÉTATS-UNIS**

Luc Mampaey



GROUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

2005/7

GUERRES ET DÉFICITS

---

**LES DEUX PILIERS DE L'ÉCONOMIE  
DES ÉTATS-UNIS**

Luc Mampaey

Ce rapport est publié dans le cadre du programme  
« cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde »  
subventionné par la Région wallonne.  
Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte  
n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle  
de la Région wallonne.

© Groupe de recherche et d'information  
sur la paix et la sécurité (GRIP)  
rue Van Hoorde, 33  
B-1030 Bruxelles  
Tél.: (32.2) 241.84.20  
Fax: (32.2) 245.19.33  
Courriel: [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Siteweb: [www.grip.org](http://www.grip.org)

---

## Sommaire

---

<b>Introduction</b>	5
<b>1. Ménages, entreprises, gouvernements : toute l'Amérique vit à crédit</b>	6
<b>2. Le déficit budgétaire ou la quadrature du cercle</b>	8
<b>3. La balance commerciale : le talon d'Achille ?</b>	10
Causes et financement du déficit	10
Le comportement incertain des agents étrangers	11
Une administration insouciante, en connaissance de cause...	12
<b>4. La politique des déficits chroniques et son bras armé</b>	14
Aux sources de l'« option militariste »	14
Un édifice miné par des inégalités sociales croissantes	15
Le « système industriel militaro-sécuritaire », au coeur du capitalisme américain	16
L'enthousiasme des marchés financiers	17
<b>Conclusion</b>	20
<b>Graphiques et tableaux</b>	21
<b>Références</b>	30

---

## Graphiques

---

Graphique 1.	Encours total de la dette sur le marché du crédit, 1945-2004	21
Graphique 2.	Taux d'épargne net, 1929-2004	21
Graphique 3.	Dette fédérale totale des États-Unis, 1940-2010	22
Graphique 4.	Le déficit des finances publiques des États-Unis, 1940-2010	22
Graphique 5.	Finances publiques des États-Unis - Évolution des recettes et des dépenses, 1940-2010	23
Graphique 6.	Balance des comptes courants et balance commerciale, 1970-2004	23
Graphique 7.	Déficit commercial des États-Unis, 1992-2004	24
Graphique 8.	Évolution des importations et exportations des États-Unis (biens et services), 1970-2004	24
Graphique 9.	Déficit commercial et flux net de capitaux à long terme, de juin 2002 à mai 2005	25
Graphique 10.	Dépenses militaires des États-Unis ( <i>Budget Authority 051</i> ), de 1789 à 2009	25
Graphique 11.	Dépenses militaires des États-Unis ( <i>National Defense 050</i> ) de 1951 à 2010	26
Graphique 12.	Répartition des dépenses dans le budget fédéral des États-Unis	26
Graphique 13.	Comparaison des indices boursiers du <i>Dow Jones Industrial</i> (DJI), du <i>Nasdaq</i> (IXIC), du <i>Major Market Index</i> (XMI) et du <i>Spade Defense Index</i> (DXS), de décembre 1997 à septembre 2005	27

---

## Tableaux

---

Tableau 1.	Principaux détenteurs de titres du Trésor, de décembre 2004 à mai 2005	28
Tableau 2.	Les crédits budgétaires publics de recherche et développement, pour l'année 2002	29

## 1. Introduction

« À vrai dire, le système économique moderne ne survit pas grâce à la compétence des spécialistes de la prévision économique, mais plutôt grâce à leur infaillible propension à l'erreur » [Galbraith, 1987, p.15].

L'auteur de cette remarque corrosive, John Kenneth Galbraith, observe sans doute avec circonspection la régularité avec laquelle certains économistes, analystes ou journalistes nous promettent l'effondrement de l'économie américaine, écrasée sous le poids de ses déficits et de ses dépenses militaires. Galbraith apprécie peu les « prévisionnistes » de l'économie – cette science « complètement obsédée par le futur » [1987, p.14] – et cet empressement à annoncer la chute pourrait bien une fois encore donner raison au vieux sage.

Les inquiétantes pertes de croissance auxquelles était supposée conduire la guerre en Irak – une perte de 2,4 % de croissance et de 1,6 millions d'emplois entre 2003 et 2004 selon les projections Baker et Weisbrot [2002] ; une perte de 0,8 point de croissance par année de présence supplémentaire en Irak selon McKibbin et Stoeckel [2003] – se sont finalement transformées en gains substantiels. Les taux de croissance sont de 1,9 % pour l'année 2002, de 3 % en 2003, de 4,4 % en 2004, et le troisième trimestre 2005 affiche déjà une croissance de 3,8 %.

Malgré des niveaux d'endettement sans précédent de l'État, des ménages et des entreprises, un déficit record de la balance des paiements courants, et des taux d'intérêts longtemps au plus bas, malgré une guerre qui s'éternise et d'autres qui se préparent, l'afflux des capitaux étrangers vers les États-Unis ne tarit pas et les banques centrales du monde entier continuent d'amasser les dollars. Les dépenses militaires représentent 50 % des dépenses discrétionnaires<sup>1</sup> et plus de 20 % des dépenses fédérales, tandis que l'industrie de l'armement et de la sécurité bénéficie plus que jamais d'un statut privilégié et déterminant que ni son efficacité ni son poids économiques réels ne pourraient justifier. Les États-Unis vivent à crédit, mais la confiance de leurs créanciers semble inébranlable. Dit autrement, le scénario « à l'Argentine » agité par Paul Krugman [2004] ne semble pas pour demain.

Certes, plusieurs indices traduisent la fragilité du « modèle » américain. À l'intérieur de ses frontières, la cohésion sociale interne est menacée par l'évolution galopante des inégalités. Sur l'échiquier mondial, l'émergence de la Chine comme puissance économique, industrielle et militaire inquiète les États-Unis : en filigrane de cette montée en puissance chinoise se dessine ni plus ni moins qu'un scénario possible de transition hégémonique dont l'issue est encore incertaine<sup>2</sup>. Mais ces menaces sont à moyen et à long termes, en tous cas au-delà de l'horizon auquel peut prétendre la prévision économique. En attendant, l'économie de cet État que l'on dit en déliquescence et vivant au-dessus de ses moyens ne se porte pas si mal.

Les trois premières parties de cet article examinent l'évolution dans le temps, le niveau actuel, l'origine et les modes de financement des différents éléments qui composent les déficits et l'encours de la dette des agents américains, souvent présentés comme « insoutenables » pour l'équilibre de l'économie américaine mais aussi mondiale. La quatrième et dernière partie éclaire le rôle alloué au « système industriel militaro-sécuritaire » (SIMS)<sup>3</sup> et défend l'idée que la politique des déficits chroniques ne peut se prolonger que parce qu'elle est fermement adossée à une politique de puissance résolument militariste.

1. Le budget se compose des *dépenses obligatoires* imposées par la loi (dépenses sociales par exemple) et des *dépenses discrétionnaires*, celles de la défense notamment, laissées à la discrétion du gouvernement.

2. Des différents documents disponibles, il ne fait aucun doute que la Chine est bien au centre de l'analyse géostratégique des États-Unis. Depuis l'année 2000, le département de la Défense est également tenu de remettre chaque année au Congrès un rapport sur les développements de la stratégie et du potentiel militaire et technologique de la Chine. Pour la dernière version de juillet 2005, voir *The Military Power of the People's Republic of China, 2005 – Annual Report to Congress*, <http://www.defenselink.mil/news/Jul2005/d20050719china.pdf>

3. Le terme de « système industriel militaro-sécuritaire » (SIMS) proposé ici correspond davantage à la réalité contemporaine que celui de « complexe militaro-industriel » qui s'était imposé dans la littérature depuis le discours du président Eisenhower en 1961. Premièrement, il prend en compte les nouvelles opportunités des marchés de la sécurité et du contrôle offertes aux groupes de l'armement par les contestations de la mondialisation et les conséquences du 11 septembre 2001. Deuxièmement, le terme de « système », plutôt que « complexe », désigne un ensemble composé d'éléments interdépendants (les entreprises, les acteurs financiers, le département de la Défense, l'exécutif et le Congrès) et qui possède sa propre logique de reproduction. Voir notamment Mampaey et Serfati [2004].

## 1. Ménages, entreprises, gouvernements : toute l'Amérique vit à crédit

L'encours total de la dette sur le marché du crédit (*Total Debt Outstanding*), c'est-à-dire le total des emprunts effectués par l'ensemble des agents américains – publics et privés, ménages et entreprises, financiers et non financiers – a atteint un niveau impressionnant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. De 355 milliards de dollars en 1945, il s'établissait à quelque 36 911,5 milliards de dollars en 2004. En comparaison, le produit intérieur brut des États-Unis s'élevait à 221,4 milliards de dollars en 1945 et atteignait 11 735 milliards de dollars en 2004. Comme le montre le [graphique 1](#) (les graphiques et tableaux sont reportés en fin d'article), il en ressort un ratio de l'encours total de la dette au PIB qui grimpe de 160 à 320 % en 60 ans [Federal Reserve, 2005 ; OMB, 2005]. L'intérêt théorique de ce ratio est assez limité, mais il nous donne tout de même une certaine idée de l'activité économique nécessaire pour supporter un tel niveau d'endettement et des difficultés qui ne manqueront pas de surgir si cette activité venait à ralentir : plus la dette gonfle, plus les emprunteurs doivent renoncer à d'autres dépenses pour en assurer le service lorsque l'économie ralentit, ce qui affecte d'autant plus la croissance. Un autre enseignement peut être tiré de ce ratio dette/PIB : entre 2003 et 2004, l'encours de la dette s'est accru de 2 813 milliards de dollars tandis que le PIB ne s'accroissait que de 714 milliards. Le rapport est simple : les agents américains ont dû emprunter 4 dollars pour produire 1 dollar de richesse supplémentaire.

Ce stock de la dette a plusieurs composantes : la dette publique (c'est-à-dire celle des gouvernements locaux, des États, et du fédéral), la dette des institutions financières, la dette des entreprises, et celle des ménages.

La dette contractée par les entreprises<sup>4</sup> auprès des marchés et des banques explose littéralement à partir des années 1980, et de manière plus accentuée encore dans la seconde moitié des années 1990, du fait des vagues successives de fusions et acquisitions. Bien que largement inférieur au record atteint en 1998 (586,1 milliards), le

recours à l'endettement de marché est à la hausse pour la troisième année consécutive (420,5 milliards de dollars en 2004). Les deux dernières décennies pèsent donc très lourd dans l'encours total de la dette des entreprises qui s'établit à 7 845,7 milliards de dollars, soit 68 % du PIB en 2004. En 1945, cet encours se chiffrait à 56 milliards de dollars, soit 25 % du PIB [Federal Reserve, 2005 ; OMB, 2005].

Les ménages ont également continué à s'endetter fortement en 2004. L'encours total de leur dette se chiffre à 10 264,2 milliards de dollars en 2004, soit 89 % du PIB et 120,6 % de leur revenu disponible. En 1945, l'encours total de la dette des ménages représentait 28 milliards et 12,7 % du PIB. L'encours de crédit hypothécaire en représente actuellement la plus grande partie : 7 543 milliards, soit 73,5 % de l'encours total, contre seulement 2 154,4 milliards pour le crédit à la consommation [Federal Reserve, 2005 ; OMB, 2005]. Cependant, le flux de crédit hypothécaire en 2004 (885 milliards) représente plus du double des dépenses en construction résidentielles, ce qui indique un recours à du crédit hypothécaire pour financer des dépenses de consommation. Le crédit hypothécaire se substitue donc en partie au crédit à la consommation [d'Arvisenet, 2005].

On peut relier cette avidité de consommer au groupe des 20 % des ménages les plus privilégiés dont les revenus ont connu une forte hausse pendant les décennies néolibérales : revenus du capital, gains en capitaux et hauts salaires [Duménil et Lévy, 2004b]. Une frénésie de consommation telle que ces ménages dépensent globalement plus que leur confortable revenu, avec pour corollaire un effondrement du taux d'épargne ramené à 1,8 % du PIB en 2004 (1,2 % en 2003), soit le niveau historiquement le plus bas depuis la période de désépargne qui a suivi la crise de 1929 ([graphique 2](#)). Pour l'économie dans son ensemble, cela signifie que l'écart entre l'investissement (ou les dépenses) et l'épargne (ou le revenu) tend à s'élargir. Or cet écart n'est autre qu'une mesure comptable du déficit de la balance des comptes courants,

4. Nous envisageons ici l'ensemble des entreprises non-financières (*corporate* et *non-corporate*, *farm* et *non-farm* dans les statistiques de la Réserve fédérale), tandis que les analystes financiers isolent fréquemment la composante *corporate* dans leurs analyses [Federal Reserve, 2005 ; d'Arvisenet, 2005]

déficit qu'il faut bien financer d'une manière ou d'une autre (voir infra).

La dette fédérale – c'est-à-dire la somme des déficits budgétaires accumulés au fil des ans – suit une tendance similaire. Conséquence du financement de la guerre, elle s'affichait encore à 260,12 milliards de dollars en 1945, soit 117,5 % du PIB, mais n'a cessé de décroître dans son rapport au PIB durant les trois décennies keynésiennes qui ont suivi. Le brusque décollage de la courbe et de l'histogramme du [graphique 3](#) correspond à l'offensive néolibérale qui a pris son essor avec l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison blanche en 1981. L'intermède Clinton n'aura fourni qu'un bref répit, la dette fédérale repartant dès 2001 à la hausse pour atteindre 7 354,57 milliards de dollars

pour l'exercice 2004, soit 63,7 % du PIB. C'est surtout dans la part de la dette fédérale totale détenue par le public que ces mouvements sont les plus marqués<sup>5</sup>. L'encours de la dette fédérale détenue par le public, y compris par les gouvernements étrangers, s'élève à 4 295,5 milliards de dollars, soit 37 % du PIB en 2004.

---

5. En réalité, seule cette partie de la dette fédérale détenue par le public (individus, entreprises, gouvernements étrangers) nous intéresse vraiment. L'autre partie, dite « intergouvernementale », est composée des surplus de divers fonds (principalement *Medicare*, pensions des militaires et fonctionnaires, sécurité sociale) investis par le gouvernement fédéral dans des titres non négociables du Trésor. C'est donc une dette du gouvernement à son propre égard, sans effet sur l'économie [GAO, 2004].



## 2. Le déficit budgétaire, ou la quadrature du cercle

Le déficit budgétaire<sup>6</sup> s'est fortement aggravé ces dernières années. Hormis la période de la seconde guerre mondiale, les finances publiques des États-Unis étaient relativement bien équilibrées jusqu'au milieu des années 1970, les recettes progressant à peu près au même rythme que les dépenses et le déficit ne dépassant guère les 3 % du PIB.

La situation se dégradera tout au long des années 1970, avec pour toile de fond la profonde crise financière et économique à laquelle ont conduit la fin du système de Bretton Woods<sup>7</sup> et le choc pétrolier de 1973. Rompant avec l'étalon-or, Richard Nixon a livré les monnaies à la concurrence et aux appréciations du marché. La faillite des accords de Bretton Woods autorisera le flottement généralisé des monnaies, ouvrant ainsi des possibilités infinies de spéculation sur les changes qui entretiendront la crise en détournant les capitaux disponibles des investissements productifs.

Comme l'indique le [graphique 4](#), l'année 1975 marque une rupture assez nette : le déficit budgétaire a atteint cette année-là -3,4 % du PIB et -4,2 % en 1976, ce qui ne s'était plus produit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'administration Carter le maintiendra tout juste sous la barre des 3 % de déficit tandis qu'il replonge avec l'arrivée de Ronald Reagan au point d'osciller pendant cinq années consécutives entre -4 et -6 % du PIB (1982-1986). Il ne sera maintenu qu'une brève année (celle du changement de pouvoir) sous le seuil des 3 %, avant de replonger jusqu'à -4,7 % du PIB en 1992, pendant le mandat de George Bush senior.

L'arrivée du président Clinton en 1993 ouvrira le début d'une période inédite dans la trajectoire de l'économie des États-Unis d'après-guerre. Le [graphique 4](#) illustre clairement une amélioration des finances publiques qui sera continue pendant toute la durée des deux mandats de Bill Clinton, affichant même un excédent pendant quatre années consécutives, de 1998 à 2001. George W. Bush recevra donc les clés de la Maison Blanche avec un excédent budgétaire de 236,15 milliards de dollars à la clôture de l'exercice fiscal 2000 (+2,4 % du

PIB). Au terme de son premier mandat, il réussira pourtant l'exploit d'achever l'année 2004 avec un nouveau déficit record de -412 milliards de dollars (ce qui correspond à -3,6 % du PIB).

Exception faite de la période Clinton, l'écart entre les recettes et les dépenses de l'État américain s'est donc gravement dégradé depuis le milieu des années 1970, ce qui correspond sans surprise au début de l'offensive néolibérale qui démarra à la même période ([graphique 5](#)). Les causes de ces déséquilibres sont multiples. Tout d'abord, du côté des recettes, le budget est directement affecté par une politique fiscale fondée sur des réductions importantes d'impôts pour les classes les plus aisées. Si les allègements fiscaux, officiellement destinés à encourager les investissements par les baisses d'impôts et la suppression de la double taxation des dividendes<sup>8</sup>, devaient se pérenniser comme le souhaite l'administration Bush, le *Congressional Budget Office* estimait en janvier 2005 que les revenus de l'État seraient amputés de quelques 2 100 milliards de dollars supplémentaires au cours de la période 2006-2015 [CBO, 2005].

Ensuite, du côté des dépenses, les marges de manœuvres sont étroites. Premièrement, corollaire immédiat de l'endettement croissant, la charge

6. C'est-à-dire la différence, pour un exercice fiscal (du 1er octobre au 30 septembre aux États-Unis), entre l'ensemble des recettes du gouvernement fédéral (taxes, impôts et autres revenus) et tout ce que le gouvernement dépense (les « outlays » ainsi que le paiement des intérêts de la dette publique).

7. Les accords de Bretton Woods ont été signés le 22 juillet 1944 dans le but d'instaurer un système monétaire international d'après-guerre reposant sur la convertibilité des devises, la stabilité des taux de change et le libre-échange. Deux organismes ont été créés à cet effet : le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, ou Banque mondiale. La faillite du système de Bretton Woods est annoncée dès le 15 août 1971 par la décision du président Nixon de supprimer la convertibilité du dollar en or. Il s'ensuivra une dévaluation du dollar et un réajustement monétaire mondial négocié par les accords de Washington le 18 décembre 1971. Une nouvelle dévaluation du dollar surviendra le 13 février 1973. Cette fois cependant, les États membres de la CEE, réunis depuis 1972 dans le « serpent monétaire européen », ne la suivront pas. C'est la fin du système de Bretton Woods et des pouvoirs de contrôle du FMI, situation qui sera officialisée un peu plus tard par les accords de la Jamaïque en janvier 1976.

8. Les dividendes sont en effet taxés une première fois en tant que profits par l'impôt des sociétés, et une seconde fois en tant que revenus pour l'actionnaire. Beaucoup d'économistes considèrent cependant que les taux d'imposition actuels tiennent compte de cette double taxation, de sorte que si l'on supprime la taxation du dividende pour l'actionnaire, il faudrait alors augmenter celle des profits par l'impôt des sociétés [Vanel, 2003].

d'intérêt pèse lourd. Deuxièmement, le gouvernement a très peu d'emprise sur les dépenses dites obligatoires – celles qui ne font pas l'objet d'une loi d'appropriation, par exemple les dépenses sociales – alors que celles-ci croissent fortement et continueront à croître en raison du départ à la retraite de la génération « baby-boomer ». Reste enfin les dépenses discrétionnaires, mais celles-ci sont composées pour moitié des dépenses militaires et de sécurité pour lesquelles l'administration Bush n'entend pas faire de concession (voir le [graphique 10](#), sur lequel nous reviendrons plus loin).

Le seul volant dont dispose le gouvernement est donc la dizaine de lois d'appropriation des autres administrations, contraintes de fonctionner avec

des procédures temporaires dans un cadre budgétaire de plus en plus étroit et précaire. De plus, aux hausses spectaculaires du budget de la défense nationale doivent encore s'ajouter les rallonges budgétaires demandées à plusieurs reprises en cours d'exercices afin de couvrir le coût des engagements en Irak et en Afghanistan. Pour la période 2001-2004, donc le premier mandat de George Bush junior, la somme des *Supplemental Appropriations* demandées au Congrès pour les *Military Operations in Support of the Global War on Terrorism* se sont montées à 197,4 milliards de dollars [CBO, 2005], en surplus des budgets annuels initiaux avoisinant déjà 400 milliards.

### 3. La balance commerciale : le talon d'Achille ?

La balance des comptes courants est une synthèse des transactions que fait un pays avec le reste du monde. Elle a trois composantes principales : les échanges commerciaux de biens et de services, les revenus nets des investissements, et les transferts nets<sup>9</sup>. Plus simplement, on peut dire que la balance des comptes courants est la différence entre tout ce que les résidents aux États-Unis gagnent et tout ce qu'ils dépensent. C'est aussi, comme nous l'avons déjà mentionné page 3, la différence entre l'épargne et l'investissement. En réalité, les deux dernières composantes (revenus des investissements et transferts nets) ne représentent qu'une partie insignifiante dans la balance des comptes courants<sup>10</sup>, si bien que la balance commerciale représente pratiquement la totalité de celle-ci, comme nous le montre le [graphique 6](#). Nous baserons donc nos observations sur les données de la balance commerciale publiées par le département du Commerce.

On remarque au premier regard sur le [graphique 6](#) que, surtout depuis 1998, les États-Unis dépensent collectivement beaucoup plus que ce qu'ils gagnent, alors que la balance était en équilibre jusqu'au début des années 1980. Le [graphique 7](#) traduit de façon chiffrée, en valeur et en pourcentage du PIB, la détérioration de la balance commerciale au cours de la dernière décennie : établie à -39 milliards en 1992, elle se creuse rapidement jusqu'à -617 milliards à la fin de l'année 2004, ce qui correspond à un déficit commercial équivalent à -5,3 % du PIB en 2004.

#### **Causes et financement du déficit**

Plusieurs facteurs contribuent à élargir ce déficit. Tout d'abord, une croissance bien plus forte aux États-Unis que dans le reste du monde a entraîné une poussée de la demande intérieure qui n'a pu être satisfaite que par les importations. Résultat, l'écart entre les importations et les exportations n'a cessé de se creuser au cours de la dernière décennie ([graphique 8](#)). En 2004, les importations de biens ont été de 82,4 % supérieures aux exportations de biens<sup>11</sup>. La forte dépréciation

du dollar survenue récemment, qui en principe devrait favoriser l'exportation des produits américains et freiner les importations, est restée sans effet : la substitution possible entre produits importés et produits nationaux est faible car dans de nombreux secteurs, les États-Unis n'ont tout simplement plus les capacités industrielles pour produire ce dont ils ont besoin. Cette situation résulte notamment de la décision de groupes multinationaux américains de délocaliser leurs productions vers des pays à moindre coûts salariaux (ce qui permet bien entendu une répartition de la richesse produite dans des termes plus favorables aux actionnaires), avec pour conséquence que la part de cette production délocalisée destinée au marché américain constitue des importations supplémentaires pour les États-Unis [Serfati, 2005].

La très forte demande étrangère pour le dollar à la fin des années 1990 est également une cause de l'aggravation du déficit. Cette hausse de la demande pour le dollar a renchéri le prix des actifs américains et poussé les taux d'intérêts à la baisse, avec pour corollaire un accroissement de la richesse et une baisse du coût des emprunts qui ont stimulé la consommation et l'investissement, mais aussi une appréciation importante des taux de change entre 1997 et 2000.

La combinaison de ces deux éléments – une hausse de la consommation et de l'investissement à laquelle ne peut répondre qu'un accroissement des importations d'une part, et une hausse du cours du dollar qui handicape les exportations d'autre part – est l'une des causes principales de la forte aggravation du déficit de la balance commerciale. Les autorités américaines se plaisent évidemment à rappeler que la hausse des coûts pétroliers a aussi pesé lourdement sur la facture des importations

9. Le revenu net des investissements est la différence entre le revenu généré par les actifs détenus à l'étranger par les résidents aux États-Unis et le revenu généré par les actifs détenus aux États-Unis par des étrangers. Les transferts nets sont la différence entre les transferts des États-Unis vers le reste du monde (paiement de pensions, dons, aide à l'étranger, etc.) et les transferts du reste du monde vers les États-Unis.

10. Ce qui ne signifie pas que ces revenus et transferts soient eux-mêmes insignifiants, mais simplement que ce qui entre et ce qui sort des États-Unis s'équilibre plus ou moins.

11. La balance des services affiche par contre un léger surplus. Si l'on prend en compte l'ensemble des importations (biens + services), celles-ci sont alors supérieures de 53,8 % aux exportations totales.

américaines<sup>12</sup> [Greenspan, 2005]. Le coût du pétrole a cependant bon dos. Comme le remarque Michel Husson, cet impact doit être relativisé : corrigé de l'inflation et exprimé en dollars de 2004, on constate en effet que le prix réel du pétrole ne fait que retrouver le niveau qu'il avait atteint entre les chocs pétroliers de 1973 et 1979 [Husson, 2005].

Le problème est que ce grand trou dans les comptes courants doit être financé d'une manière ou d'une autre par l'étranger. Pour compenser un trou de 617 milliards sur l'année, il faut à peu de chose près un flux net de 2 milliards de capitaux entrant chaque jour aux États-Unis. Or, le rythme auquel les capitaux étrangers privés ou officiels affluent vers les marchés financiers aux États-Unis, ainsi que les conséquences d'une dépendance toujours plus forte à l'égard d'un petit nombre de créanciers étrangers, commencent à inquiéter certains observateurs.

Cette situation a un premier effet néfaste, d'ailleurs fermement dénoncé par le *Center for Economic and Policy Research* (CEPR) car totalement sous-estimé dans les projections établies par les autorités en charge du budget [Baker, 2004]. En effet, puisque le déficit commercial correspond à un transfert d'un montant équivalent – en titres, actions, bons, etc. – vers des détenteurs étrangers, il faut prendre en compte le fait que les intérêts, dividendes et gains en capital correspondants reviendront donc à des étrangers ou non-résidents et échappent ainsi dans une large mesure à la taxation aux États-Unis. Or, l'étranger détient actuellement de l'ordre de 44,9 % des stocks de bons du Trésor américain (dont 28,7 % par les banques centrales), 60,2 % de l'encours de la dette privée et quelque 11,1 % de la capitalisation boursière [d'Arvisenet, 2005]. Selon les chercheurs du CEPR, le *Congressional Budget Office* (CBO) sous-estime systématiquement l'impact fiscal du financement du déficit courant, alors que cet impact accentue significativement le déficit budgétaire. Ils estiment que la perte de rentrées fiscales due à la croissance de la propriété étrangère des actifs américains devrait augmenter de 25 milliards de dollars chaque année<sup>13</sup>. En outre, un accroissement de la dette gonfle aussi la charge d'intérêt. Le CEPR estime que ce mécanisme pourrait conduire à un accroissement cumulé de la dette de 586,8 milliards d'ici à 2014. Un trou supplémentaire de près de 600 milliards parfaitement ignoré par le CBO et le gouvernement.

### **Le comportement incertain des agents étrangers**

Une seconde source d'inquiétude est le comportement des agents étrangers. L'excédent des importations sur les exportations provoque un flux de dollars en leur direction. Ils ont alors deux possibilités : vendre ces dollars (c'est-à-dire en demander la conversion en d'autres devises), ou les placer sur les marchés financiers aux États-Unis (en achetant des bons du Trésor ou des actions par exemple) [Duménil et Lévy, 2004a, 2004b].

Heureusement pour les États-Unis, les agents étrangers ont jusqu'à présent massivement opté pour la seconde solution : les avoirs du reste du monde sur les États-Unis ont été en progression constante ; depuis 1985, ils sont même très largement supérieurs – le double actuellement – des avoirs des États-Unis sur le reste du monde<sup>14</sup>. Tout

12. Et cela contrairement à l'Union européenne pour qui la baisse du dollar par rapport à l'euro compense en partie la hausse du prix du pétrole libellé en dollars.

13. L'analyse du CEPR serait sans doute encore renforcée si elle tenait compte aussi des délocalisations de richesses favorisées par les paradis fiscaux.

14. Un problème fondamental se pose évidemment au niveau de la rémunération de ces avoirs. Comme l'explique Duménil et Lévy [2004a, 2004b], si les avoirs de l'étranger sur les États-Unis sont le double des avoirs états-uniens sur l'étranger, les rendements sont, eux, dans un rapport inverse : les taux de rentabilité des avoirs états-uniens à l'étranger sont deux fois plus élevés que ceux obtenus par les étrangers sur les capitaux qu'ils placent aux États-Unis, ce qui permet à la balance des revenus de capitaux de rester légèrement excédentaire. Cependant, il serait trompeur de se limiter à une lecture des données agrégées en ce qui concerne les revenus de capitaux [Serfati, 2005]. Cette balance des revenus de capitaux doit en réalité être décomposée en deux catégories : la balance des revenus des IDE (investissements directs à l'étranger) et la balance des autres revenus de capitaux (investissements de portefeuille, prêts et emprunts publics ou privés). Si la première reste très largement excédentaire, la seconde accuse un déficit croissant qui s'explique principalement par les intérêts que le Trésor américain doit acquitter pour rémunérer la masse croissante des titres de la dette publique souscrits par les non-résidents. Si les revenus des IDE ne suffisaient plus à compenser la balance déficitaire des autres revenus, les États-Unis deviendraient très vite des pourvoyeurs nets de revenus financiers au reste du monde. Cette situation n'est pas sans conséquence pour l'économie des États-Unis, mais on comprendra aisément qu'elle touche principalement les classes les moins favorisées puisque c'est l'impôt des ménages qui finance le paiement des intérêts de la dette par le Trésor. En revanche, les ménages fortunés – propriétaires des titres de la dette, bénéficiaires des profits rapatriés de l'étranger par les groupes industriels et financiers (les revenus d'IDE), mais aussi principaux bénéficiaires des programmes de réduction d'impôts – continuent à s'enrichir. *En somme*, conclut Serfati [2005], les États-Unis, en tant que pays, sont de plus en plus endettés, mais les classes supérieures américaines, en tant que propriétaires de capital financier, augmentent leur prospérité grâce aux revenus tirés du reste du monde.

va bien tant qu'il en est ainsi, mais le problème est que l'appétit étranger pour les actifs américains pourrait bien commencer à se tarir, ce qui rendrait insupportable un déficit commercial qui flirte à près de 6 % du PIB. Il est à, cet égard, intéressant de suivre attentivement les communiqués mensuels du département du Trésor sur les mouvements de capitaux entre les États-Unis et le reste du monde (*Treasury International Capital Data*)<sup>15</sup>. Certains analystes ont déjà tiré la sonnette d'alarme il y a quelques mois, constatant un flux net de capitaux à long terme<sup>16</sup> qui commença à fléchir dangeusement de juillet à octobre 2004 (*graphique 9*). À trois reprises, l'afflux de capitaux étrangers s'est révélé inférieur au déficit commercial du mois. Les flux enregistrés de novembre 2004 à février 2005 ont semblé leur donner tort, mais les chiffres de mars et avril 2005 ont à nouveau inquiété de nombreux observateurs : en mars 2005, pour la première fois depuis août 2003, les banques centrales ont été vendeurs nets de bons du Trésor, pour 14,4 milliards de dollars. Les investisseurs privés ont, quant à eux, été acheteurs nets pour 42,9 milliards, mais les commentateurs soulignent que ces transactions privées sont pour une grande partie le fait de fonds spéculatifs, surtout basés aux Caraïbes, ce qui expose bien entendu le flux net de capitaux au comportement imprévisible de la classe d'investisseurs la plus volatile.

Certes, comme on peut le constater sur le *tableau 1*, ce retrait des banques centrales étrangères était essentiellement imputable à la Norvège, dont les ventes de bons du Trésor ont été particulièrement agressives en mars 2005. Les interprétations de ce comportement divergent. Steve Englander (Barclays Capital) estime que la tendance de long terme du *capital inflow* reste suffisante pour continuer à financer le déficit des comptes courants ; il n'y aurait donc pas lieu de s'inquiéter. Christopher Rupkey (Banque Tokyo-Mitshubishi) pense par contre que l'attitude norvégienne pourrait être un indice sérieux alimentant les récentes spéculations faisant état d'une volonté des banques centrales étrangères de diversifier leurs avoirs<sup>17</sup>. La crainte n'est pas neuve. Il y a deux ans déjà, pointant la Russie qui commençait à changer ses réserves de devises du dollar vers l'euro, le président de l'*Economic Strategy Institute* Clyde V. Prestowitz ne disait pas autre chose<sup>18</sup>.

### **Une administration insouciante, en connaissance de cause...**

L'autre préoccupation est la répartition des titres américains dans le monde. En avril 2005, le Japon détenait à lui seul pour 685,7 milliards de titres du Trésor américains, soit 33,8 % sur un total de 2 027 milliards. Le deuxième plus grand détenteur de titres US est la Chine<sup>19</sup> : 243,5 milliards, soit 12 %, suivie par le Royaume-Uni (6,5 %). En quatrième position se trouve un ensemble de places bancaires des Caraïbes dominées par les fonds spéculatifs (*hedge funds*). Ces centres financiers extraterritoriaux (CFE) établis aux Bahamas, aux Bermudes, dans les Antilles néerlandaises, les îles Cayman ou encore Panama, et qu'il serait plus approprié d'appeler « paradis fiscaux »<sup>20</sup>, détiennent des titres US pour 126 milliards de dollars, soit 6,2 % du total. Les quatre premiers pourvoyeurs de capitaux aux États-Unis concentrent donc quelque 58,6 % de l'ensemble des titres US achetés par l'étranger.

15. Voir les communiqués mensuels sur [www.treas.gov/tic](http://www.treas.gov/tic).

16. Le flux net de capitaux à long terme – *Net Long-Term Flows* – est la différence entre les transactions nettes d'avoirs étrangers par les États-Unis et les transactions nettes d'avoirs états-unien par l'étrangers. Par transactions, nous entendons les achats et ventes, tant par les privés que par les banques centrales, de titres (*securities*) à long terme émis par le Trésor, les agences gouvernementales et les entreprises (*bonds, notes* et actions, mais pas les *bills* qui sont des obligations à moins d'un an).

17. « *U.S. Bond, Stock Purchases By Foreigners Drop Sharply* », *Wall Street Journal*, 17 mai 2005.

18. « *The Unmighty Dollar* », *Newsweek*, 24 mars 2003, p.28.

19. La situation de la Chine est aujourd'hui paradoxale. D'une part, elle est clairement perçue par les États-Unis comme une menace pour leur domination mondiale : après l'effondrement de l'URSS, c'est la Chine qui est en ligne de mire de la doctrine stratégique et des systèmes d'armes américains. D'autre part, et simultanément, les relations économiques sino-américaines ne cessent de se développer et sont même vitales pour les États-Unis : en tant que second plus important détenteur de bons du Trésor américain, la Chine finance largement les excès américains et est aussi de fait l'un des principaux bailleurs de fonds de leurs « guerres capitalistes ».

20. Conséquence de la globalisation de la gestion d'actifs par les sociétés de gestion de portefeuille, un nombre croissant de ménages riches confient leur fortune à des CFE, en dehors de leur pays d'origine. Cette tendance est cependant plus marquée parmi les ménages fortunés des pays du sud. Les principaux CFE étant dans les régions les plus développées (citons la Suisse, Miami, Singapour ou Hong Kong par exemple), on soulignera que les ménages rentiers confortent donc le capital financier des pays développés [Serfati, 2005].

Selon Benjamin J. Cohen<sup>21</sup>, professeur à l'Université de Californie, Santa Barbara, l'administration Bush se moque éperdument de ces mises en garde. En février dernier, le président de la Réserve fédérale Alan Greenspan était toujours aussi serein, estimant que la « flexibilité de l'économie américaine facilitera certainement les ajustements nécessaires sans conséquences significatives pour l'activité économique globale. » [Greenspan, 2005].

Peu de temps après, le vice-président Ferguson renchérisait en affirmant que, selon lui, ces ajustements nécessaires n'auraient que des implications « bénignes » pour la croissance et l'inflation aux États-Unis. Mais sa vision des ajustements nécessaires a de quoi laisser pantois. Il décharge ni plus ni moins le gouvernement fédéral de toute responsabilité majeure dans la mise en œuvre d'un processus d'ajustement, estimant que la solution ne peut venir que des marchés privés. La « main invisible » probablement... Et lorsqu'il reconnaît tout de même un certain rôle au secteur public, il ne vise nullement celui des États-Unis, mais bien les pouvoirs publics des partenaires commerciaux des États-Unis : « Le secteur public de plusieurs nations a un rôle important à jouer pour la création de marchés flexibles pour les produits, le travail et les actifs financiers. » [Ferguson, 2005].

En d'autres termes, la première cause des déficits ne résiderait donc pas dans les politiques économiques des États-Unis, mais bien dans la « rigidité » des marchés étrangers, entravés sans aucun doute par l'interventionnisme d'États qui n'auraient pas encore compris toutes les vertus du libre-échange...

Pour John Taylor, le numéro deux du Trésor, les déficits extérieurs révèlent une volonté de l'étranger d'investir aux États-Unis, ils sont donc un signe de force et non de faiblesse. C'était vrai, mais depuis 2000-2001, les entrées de capitaux privés sont insuffisantes et ce sont principalement les interventions de change des banques centrales étrangères (asiatiques en particulier) achetant des titres publics américains qui assurent l'équilibre. Les avatars de ces derniers mois pourraient être de bien mauvais augure et signifier un fléchissement de la bonne disposition étrangère à continuer de financer le déficit américain. « Elles [les banques centrales étrangères] continueront à le faire » rétorquent alors les financiers de Bush, parce qu'elles y ont intérêt pour soutenir la croissance chez

eux en exportant sur un marché riche. Mais aussi parce qu'elles n'auraient pas le choix, car elles ne peuvent prendre le risque d'entraîner une chute du dollar qui rendrait leurs exportations moins compétitives et leur ferait encourir des pertes massives sur leurs réserves restantes.

Effectivement, concède Cohen, collectivement elles n'ont aucun intérêt à laisser tomber le dollar, mais de manière individuelle chacune pourrait être incitée à vendre le plus rapidement ses dollars pour laisser les autres encaisser les pertes. Cette perte d'enthousiasme des banques centrales étrangères peut désormais se produire à n'importe quel moment avec à la clé, une chute du billet vert, une hausse des taux d'intérêts, un drame pour un grand nombre de ménages américains et une récession qui pourrait être mondiale.

« I think it's necessary to have diversity »<sup>22</sup>. Ces propos du premier ministre japonais Junichiro Koizumi le 13 mars 2005 – signifiant clairement que le Japon, premier créancier des États-Unis, pourrait désormais investir son argent ailleurs – ont donné des sueurs froides à de nombreux analystes. Aux États-Unis, les autorités politiques et monétaires minimisent. N'en cherchons pas trop loin la raison. Comme le résume bien Levey et Brown dans une récente édition de *Foreign Affairs*, chacun sait que le rééquilibrage qui s'annonce aura des conséquences. La transition sera, selon leur expression, « déplaisante » pour certains, mais ne risque pas de « saper les fondations économiques de l'hégémonie US » [Levey et Brown, 2005]. En clair, comprenez que l'administration Bush estime que la position qu'elle a patiemment aménagée aux classes privilégiées qui vivent de leurs rentes et des largesses fiscales est maintenant suffisamment robuste pour encaisser le choc. Alors pourquoi s'inquiéter ?

21. « *Super pouvoir, super dette* », *Alternatives économiques*, n°236, mai 2005, p.20.

22. *The Korea Times*, 13 mars 2005. Traduction libre : « Je pense qu'il est nécessaire d'avoir de la diversité. »

## 4. La politique des déficits chroniques et son bras armé

Dans cette dernière section, nous nous attachons au rôle tenu par les dépenses militaires dans la « soutenabilité » de la politique économique actuelle des États-Unis. Contrairement à une idée souvent admise, nous affirmons que la hausse spectaculaire des dépenses militaires enregistrée ces dernières années n'est pas la cause première de l'aggravation du déficit budgétaire. Les dépenses militaires très élevées des États-Unis doivent au contraire être interprétées dans leur fonction de pierre angulaire pour tout l'édifice que constitue une politique économique fondée sur des déficits chroniques et une dépendance croissante à l'égard du reste du monde. Dans la configuration néolibérale, elles sont une solution, pas un problème.

### Aux sources de l'« option militariste »

Un bref détour historique est utile pour mieux comprendre le caractère singulier de la situation contemporaine. Nous devons pour cela bousculer une deuxième idée préconçue : les États-Unis ont sans doute toujours mené une politique de puissance et d'expansion, mais ce n'est que très récemment dans leur histoire que celle-ci repose sur une puissance militaire. Tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, leurs dépenses militaires<sup>23</sup> sont pratiquement insignifiantes. Hormis quelques poussées très ponctuelles au moment de la seconde guerre de l'Indépendance (1812-1815), de la guerre contre le Mexique (1846-1848) ou de la guerre de Sécession (1861-1865), les dépenses militaires des États-Unis resteront presque toujours inférieures à 1 % de leur PIB.

Cette trajectoire étonnante des dépenses militaires américaines est illustrée par le [graphique 10](#)<sup>24</sup>. Une hausse plus marquée, mais toujours très modeste, s'observe à partir du début du 20<sup>e</sup> siècle, conséquence immédiate du *Naval Act* de 1890, autorisant la construction des trois premiers cuirassés américains (avant cela, les États-Unis n'avaient pas de marine de guerre), et du *Naval Act* de 1916. La Première Guerre mondiale implique évidemment une hausse importante, mais la reconversion/démobilisation qui suivra sera radicale : de 1923 à

1930, les dépenses militaires seront inférieures à 1 % du PIB ; de 1931 à 1940, elles ne dépasseront pas 1,5 %. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les dépenses militaires des États-Unis représenteront plus du tiers de leur PIB. Bien que fortement réduites dès la fin de la guerre, elles ne retrouveront cependant jamais les niveaux des précédentes périodes de « non-guerre ».

Certes, l'ère nucléaire venait de s'ouvrir, et l'explosion de la première bombe nucléaire soviétique en 1949 signalait probablement que la fin de la guerre ne signifiait désormais plus le retour à la paix. Pourtant, malgré cela, le processus d'escalade et de course aux armements de la Guerre froide était loin d'être une affaire entendue à Washington. Devant l'attitude à adopter face à l'Union soviétique, l'administration reste en effet traversée par des divergences séculaires entre démocrates et républicains – historiquement entre « agrariens » et « industrialistes » – quant à l'exercice de la puissance militaire, hésitant entre les partisans d'une confrontation militaire directe et ceux qui – à l'instar du général Omar Bradley qui voyait dans l'accroissement des dépenses militaires un danger pour l'économie américaine plus grand que la menace soviétique – percevaient l'URSS comme une menace *politique* qu'un « endiguement » (« *containment* ») *politique* suffirait à contenir [Kontodimas, 2003].

Un rapport remis le 14 avril 1950 au président Truman jouera un rôle décisif. Ce rapport du *National Security Council*, le NSC-68, est un

23. Le budget du département de la Défense (DoD) au sens strict correspond à la « Subfonction 051 » dans le budget fédéral. L'ensemble des dépenses nationales de défense, « *National Defense* », est toujours un montant sensiblement plus élevé que le budget du DoD et correspond à la « Fonction 050 » du budget. La différence est constituée de toutes les dépenses relatives à la défense mais imputées au budget d'autres ministères, par exemple la Sécurité nucléaire (au budget du département de l'Énergie, DoE), ou certaines activités du FBI (département de la Justice). Parmi ces autres dépenses figurent également une partie des dépenses « Homeland Security » le nouveau ministère de la Sécurité intérieure installé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

24. Les dépenses militaires sont généralement exprimées en dollars constants en utilisant un déflateur spécifique aux dépenses du DoD des États-Unis. Ce déflateur n'étant pas disponible pour des valeurs aussi anciennes, la série 1789-2009 a été convertie en dollars de 2004 en utilisant l'indice général des prix du PIB, disponible dès 1789. Ceci n'affecte en rien les tendances, mais peut révéler certaines distorsions si ces données sont comparées à d'autres séries portant uniquement sur les années d'après-guerre.

vibrant plaidoyer pour un réarmement massif destiné à dépasser la posture exclusivement défensive vis-à-vis de la « menace soviétique ». Tirant notamment argument de la hausse de la consommation des ménages enregistrée pendant la guerre, le NSC-68 appelle à une relance des dépenses militaires qui aurait également pour objet de « maximiser notre potentiel économique ». Resté secret jusqu'en 1975, rédigé sous la direction de Paul Nitze – directeur du *Policy Planning Staff* au département d'État après une carrière dans la finance –, le rapport NSC-68 est le fondement idéologique de « l'économie de guerre permanente » que décrira plus tard Seymour Melman [Melman, 1985].

Les énormes implications budgétaires du NSC-68 entretiennent cependant la controverse au sein de l'administration Truman. C'est finalement le franchissement du 38<sup>e</sup> parallèle par la Corée du Nord le 25 juin 1950, qui fera pencher la balance, imprimant définitivement la direction militariste univoque que nous connaissons aujourd'hui : comme le résume le secrétaire d'État de l'époque, Dean Acheson, dans ses mémoires, la guerre de Corée eut pour avantage « d'extraire les recommandations du NSC-68 du royaume de la théorie et d'en faire des questions budgétaires immédiates » [Acheson, 1969].

L'année 1953, fin de la guerre de Corée, marque un premier sommet avec des dépenses militaires qui atteignent 556 milliards de dollars (constants, au prix FY2000), ce qui correspond à 14,2 % du PIB et 69,4 % du total des dépenses fédérales. C'est le début d'une tendance lourde à conserver des dépenses militaires élevées, quels que soient l'environnement géopolitique ou l'administration au pouvoir. Un second sommet survient en 1968 : c'est la guerre du Vietnam. Un autre correspond en 1989 à la « guerre des étoiles » du président Ronald Reagan. Un quatrième sommet se profile, mais nous n'y sommes peut-être pas encore : il est annoncé par les hausses importantes décidées par l'administration de G.W. Bush.

### **Un édifice miné par des inégalités sociales croissantes**

Que pouvons-nous apprendre de l'observation de ces données historiques ? Tout d'abord que, malgré une tendance à la croissance ininterrompue depuis la moitié du siècle dernier – ce que nous

indiquons sur le [graphique 11](#) par une droite de régression linéaire appliquée sur les données de 1951 à 2010<sup>25</sup> – et malgré l'accélération de cette croissance depuis l'arrivée du président G. W. Bush, le poids relatif des dépenses militaires dans le total des dépenses fédérales n'a cessé de décroître au cours des cinquante dernières années.

En 1954, les dépenses militaires comptaient pour 69,5 % des dépenses fédérales (c'est le maximum de notre période 1951-2010). Cette proportion n'a cessé de diminuer pour atteindre un minimum historique (d'après-guerre, il s'entend) de 16,2 % en 1998. On notera évidemment aussitôt que la politique de G.W. Bush a ramené ce pourcentage à 19,9 % en 2004. Mais c'est sans doute un maximum qui ne sera plus dépassé : même en supposant que les prévisions de l'OMB sont trop optimistes et que le budget de la défense augmentera davantage que ce qui est prévu dans les projections 2005-2010 – ce qui est fort probable – les dépenses militaires devraient se maintenir sous les 20 % du total des dépenses fédérales dans un avenir prévisible. Un cinquième du budget fédéral consacré à l'effort militaire, c'est évidemment beaucoup, mais cela reste relativement peu comparativement à ce que nous avons connu au cours du demi-siècle écoulé. Une conclusion similaire peut se tirer de l'observation de la part des dépenses militaires dans le total des dépenses discrétionnaires ([graphique 12](#)) : la « défense » a représenté 50,8 % des dépenses discrétionnaires en 2004. Mais on vient d'un niveau de 70 % dans les années soixante, et les prévisions budgétaires 2005-2015 tablent sur un pourcentage ne dépassant pas 48 %.

Comprenons-nous bien, cette interprétation des statistiques récentes n'a évidemment pas pour but de minimiser la croissance et, dans l'absolu, le niveau démesuré des dépenses militaires des États-Unis. Les dépenses militaires actuelles – très élevées et en forte croissance – ont, comme toutes dépenses publiques, un impact sur l'équilibre budgétaire qui est loin d'être neutre. Mais leur poids dans le total des dépenses, et donc leur responsabilité dans le creusement du déficit budgétaire, tend

25. Nous avons retenu l'année 1951 pour débiter notre période afin d'éliminer les années de très forte variation de l'immédiat après-guerre. 1951 est la première année de l'ère qui s'est ouverte avec l'adoption de la directive NSC-68.



à diminuer depuis soixante ans. Nous pensons donc pouvoir affirmer que, *ceteris paribus*, cet effort militaire est tout à fait à la portée de l'économie des États-Unis et pourrait même continuer à croître dans années à venir.

On comprend mieux, dans ce cas, la confiance des industriels de l'armement qui considèrent généralement que la hausse des dépenses militaires n'est certainement pas terminée. Interrogé par *Defense News* en février 2004, Vance Coffman, CEO<sup>26</sup> du premier groupe mondial de l'armement Lockheed Martin, notait que les dépenses militaires états-uniennes n'étaient encore qu'à 3,9 % du PIB, alors qu'elles ont dépassé les 6 % au cours de la Guerre froide. Son constat est simple : « If the country sees a threat that is large enough, it will be willing to spend that kind of money, in my view »<sup>27</sup>. Il y a donc encore de la marge, mais il faut convaincre le pays de l'existence d'une menace suffisante.

En réalité, l'origine du déficit budgétaire réside moins dans l'excès des dépenses militaires que dans l'envolée des dépenses obligatoires (principalement sociales et de santé) et dans l'insuffisance des recettes, ces dernières étant directement affectées par les politiques néolibérales (fiscales notamment). Les conséquences de ces déséquilibres sont d'ores et déjà visibles : les inégalités sociales se creusent à une vitesse alarmante. Le revenu annuel moyen des 145 000 contribuables les plus riches – c'est-à-dire le 0,1 % au sommet de la pyramide – était de 3 millions de dollars en 2003, soit 2,5 fois plus que le 1,2 millions de dollars déclaré en moyenne par ce même groupe en 1980<sup>28</sup>. Une étude conjointe de l'*Institute for Policy Studies* et de l'organisation *United for a Fair Economy* révèle que le ratio entre le revenu moyen d'un CEO et celui d'un ouvrier était de 301 pour 1 en 2003. Il était de 42 pour 1 en 1982. Entre 1990 et 2003, le salaire moyen des CEO a progressé de 315 %, celui des ouvriers de 48 %, à peine plus que l'inflation (41 %) [Anderson *et al.*, 2004].

Bien plus que l'éventualité d'une perte de confiance du « reste du monde » dans la solidité de l'économie des États-Unis que nous avons évoquée dans les sections précédentes, c'est probablement dans ces déséquilibres internes que réside la faiblesse de l'édifice néolibéral. Les classes dominantes et dirigeantes ne l'ignorent pas. La forte augmentation des dépenses sécuritaires à

usage interne – contrôle, sécurité publique, maintien de l'ordre – est d'ailleurs le baromètre de cette prise de conscience.

### **Le « système industriel militaro-sécuritaire », au cœur du capitalisme américain**

Notre argumentation sur le caractère « supportable » des dépenses militaires pour l'économie des États-Unis rejoint, dans ses conclusions, celles avancées il y a deux bonnes années par Duménil et Lévy [2003]. Cependant, nous défendons une interprétation très différente du rôle qu'il convient de reconnaître au « système industriel militaro-sécuritaire » (SIMS) – c'est à dire à l'ensemble des entreprises, des institutions financières et des administrations qui sont les premières bénéficiaires des hausses des budgets pour la défense et la sécurité nationale – dans l'équilibre du système néolibéral.

Peu après le signal à la militarisation donné par le *Naval Act* de 1916, les années 1920 et 1930 verront l'émergence de groupes de pression intéressés à une croissance des dépenses militaires et, conséquence de la faiblesse structurelle des pouvoirs publics américains, l'éclosion d'agences ad hoc pour étudier les questions de défense. Parmi celles-ci, le *War Industry Board*, sous la direction de Bernard Mannes Baruch, un influent financier de *Wall Street*, et plus tard le *War Production Board*. Les WIB et WPB, composés d'hommes politiques, de militaires, d'industriels et de financiers, seront les artisans d'une véritable politique économique et industrielle de la défense qui, notamment, fera des régions du Sud en retard de développement le réceptacle privilégié des investissements dans la production d'armement. La Seconde Guerre mondiale achèvera de transformer la « *cotton belt* »<sup>29</sup> en « *gunbelt* » pour reprendre le terme forgé par Markusen [1991], affaiblissant définitivement l'héritage agrarien de Thomas Jefferson dans la politique étrangère des États-Unis.

26. *Chief Executive Officer* (directeur général).

27. *Defense News*, 28 juin 2004. Traduction libre : « Si le pays constate une menace suffisante, il sera prêt à dépenser de telles sommes, selon moi. »

28. *New York Times*, 5 juin 2005.

29. Les États cotonniers du Sud des États-Unis.

C'est encore à un financier, Paul Nitze, que sera confiée un peu plus tard la rédaction de la directive NSC-68. Cette incursion de la finance dans la définition de la politique de défense des États-Unis – incursion dont Baruch est souvent cité comme le précurseur et une figure emblématique [Higgs (ed.), 1990] – a eu pour conséquence que les dépenses militaires ont définitivement cessé de n'être que la traduction budgétaire d'une menace ou d'un état de guerre ; elles traduisent désormais des intérêts particuliers et sont, en quelque sorte, une prime d'assurance « revenu garanti » pour le « bloc social » qui tire profit de l'ordre néolibéral. Plus concrètement, la montée en puissance du « système industriel militaro-sécuritaire » (SIMS), depuis la moitié du siècle dernier mais qui s'est fortement accélérée au cours des 20 dernières années, n'est autre que l'expression tangible de la violence nécessaire à la poursuite de la croissance des pays industrialisés et de leur appropriation des richesses à l'échelle planétaire [Serfati, 2004]. Au sein même de la nation, il exprime aussi la violence nécessaire pour garder sous contrôle la masse grandissante des travailleurs et des citoyens victimes des politiques néolibérales.

Comme nous l'avons déjà expliqué dans de précédents travaux [Mampaey et Serfati, 2004], tout porte à penser que l'économie des États-Unis s'inscrit progressivement dans une logique de « convention 'guerre permanente' » – au sens où Keynes définissait la « convention » dans son œuvre majeure<sup>30</sup> – destinée à préserver inconditionnellement et aussi longtemps que possible un mode de développement et de consommation américain qui se révèle de plus en plus incompatible avec les droits fondamentaux et les nécessités légitimes du reste du monde. La « taille » du secteur de la sécurité et de l'armement est peu représentative de l'ampleur de son influence et de sa fonction. Le SIMS doit sa puissance bien davantage aux relations étroites et privilégiées qu'il a nouées avec le capital financier et les lieux de décisions politiques – son « pouvoir relationnel » – qu'à son importance économique réelle, somme toute modeste si on la mesure en termes de capitalisation boursière, de profits ou de créations d'emplois.

Les groupes sociaux qui tirent profit de la conjoncture actuelle cherchent à créer des conditions dans lesquelles un changement de politique serait périlleux, voire impossible pour le maintien de

l'hégémonie des États-Unis. Ils y parviennent très largement et nous pouvons en prendre la mesure sous deux angles : le niveau des dépenses publiques allouées par le gouvernement au secteur de l'armement et de la sécurité, et la perception de ce secteur par les marchés financiers.

Nous avons déjà évoqué le niveau extravagant des dépenses militaires. Il nous faut mentionner également l'orientation dominante de la recherche et du développement : aux États-Unis, plus de 50% des crédits budgétaires publics de recherche et développement (CBPRD) sont affectés à des programmes liés à la « défense » (tableau 2). À titre de comparaison, cette proportion est en moyenne de 14 % pour l'Europe des quinze. Le Royaume-Uni domine avec 37,6 % des CBPRD alloués à la défense en 2003 ; l'Espagne et la France suivent avec environ 20 %, tandis que dans les autres pays, cette proportion est souvent anecdotique (0,35 % en Belgique). Ces crédits publics de R&D à vocation militaire échoient soit directement à l'industrie de l'armement, soit aux universités et laboratoires américains dont bien peu de scientifiques et de chercheurs ne sont pas dépendants des orientations dictées par le département de la Défense (DoD) pour le financement de leurs travaux.

### ***L'enthousiasme des marchés financiers***

Cette mainmise militaire sur la recherche et l'innovation technologique ainsi que la certitude du maintien de budgets élevés sont perçues à leur juste mesure par le capital financier. Au cours des années 1990, les groupes de l'armement ont été quelque temps délaissés par les investisseurs au profit des entreprises de la « nouvelle économie » cotées au Nasdaq. Mais ce désintérêt pour l'armement n'aura été que temporaire, le temps nécessaire à la bulle des « .com » pour se former, à partir de l'hiver 1998, et de bien vite imploser au printemps 2000. Dès ce moment, le repli sur l'industrie de l'armement sera très net et conforté ensuite par les événements tragiques du 11 septembre 2001 et les hausses de budget de la défense annoncées peu

30. On parle d'une « convention [...] dans l'hypothèse que l'état actuel des affaires continuera indéfiniment à moins qu'on ait des raisons définies d'attendre un changement ». John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*, Chapitre 12, Section IV.

avant par le président Clinton. Il le sera encore davantage lorsque sera adoptée, en septembre 2002, une nouvelle stratégie de sécurité nationale justifiant l'usage préventif de la force militaire pour une gamme très large de « menaces » contre les « intérêts vitaux » du pays [*The White House*, 2002].

Cinq ans plus tard, l'engouement des investisseurs pour l'armement est intact, et les marchés se sont organisés pour le long terme. Les analystes financiers ont progressivement doté le secteur de l'armement d'une identité propre. En octobre 2001, l'*American Stock Exchange* décidait de créer un indice spécifique au secteur de l'armement – le *Amex Defense Index*, ou DFI – composé des 15 entreprises à plus forte capitalisation boursière dans le secteur de l'armement, dont les 5 principaux contractants de premier rang, Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, Northrop Grumman et General Dynamics. Deux mois plus tard, la bourse de Philadelphie emboîtait le pas en constituant son propre index de l'armement, DFX, composé de 18 valeurs. Plus récemment, confirmant l'enthousiasme des investisseurs pour le secteur de l'armement et de la « sécurité » au sens large, l'indice *Spade Defense Index* (DXS) était inauguré le 6 juillet 2004 sur le *New York Stock Exchange* à l'initiative de l'*International Space Business Council*. Le DXS est composé des 54 entreprises les plus représentatives des marchés de la « défense », du « *homeland security* »<sup>31</sup> et de l'espace.

L'indice DXS est un témoin exemplaire de l'attraction exercée par les groupes de l'armement. Le [graphique 13](#) compare les performances de l'indice DXS (créé le 6 juillet 2004 mais reconstitué jusqu'en décembre 1997), à celles de trois indices boursiers majeurs : l'indice général de industrie américaine (*Dow Jones Industrial*, DJI), l'indice des valeurs technologiques (Nasdaq, noté IXIC) et le *Major Market Index* (XMI) composé des 20 *blue-chip* américaines (les valeurs de 1er ordre, ou valeurs du « bon père de famille », supposées coupler un haut rendement et un faible risque).

Le [graphique 13](#) est construit en prenant comme base de comparaison un indice égal à 100 en décembre 1997. Évoluant d'abord dans le même sillage que les indices généraux, le DXS sera ensuite nettement distancé aussi longtemps que se poursuivra l'essor des valeurs technologiques (IXIC). Il ne reprendra vigueur que lorsque com-

mence la chute vertigineuse de ce dernier, à partir de mars 2000. Mais c'est l'« effet Twin Towers » qui donne le signal de son envol : la hausse du DXS est rapide et soutenue jusqu'en avril 2002, puis le doute s'installe au cours des mois suivants. Le retournement à la hausse se produit en mars 2003 lorsque la guerre contre l'Irak est engagée, rassurant les investisseurs, si besoin en était, que le recours à la guerre préventive n'était pas que de vains mots. La perspective d'engagements militaires qui se profilent en application de la nouvelle doctrine de sécurité nationale, a redonné confiance aux investisseurs. Hormis quelques petits soubresauts, rien ne semble pouvoir assombrir leur horizon, comme le confirme de manière éclatante sur le [graphique 13](#) la trajectoire soutenue de l'indice DXS jusqu'au 31 juillet 2005 : une trajectoire qui dément aussi de manière cinglante l'affirmation conventionnelle des économistes néoclassiques selon laquelle les marchés financiers observent avec répulsion l'usage de la violence militaire.

Les bonnes performances de l'armement sur les marchés financiers et l'inclination favorable et continue des pouvoirs publics à maintenir des budgets militaires élevés ont un caractère auto-renforçant qui confère au SIMS sa pérennité. En effet, la trajectoire des indices boursiers du secteur de l'armement et de la sécurité – trajectoire qui dans tout autre secteur aurait plutôt l'allure dangereuse d'une bulle spéculative comparable à celle du Nasdaq cinq ans plus tôt – limite très fortement toute possibilité de changement de politique.

Le capital n'est pas patriote : les décideurs politiques savent que l'armement conservera la préférence des investisseurs aussi longtemps qu'ils y trouveront des performances supérieures à celles d'autres secteurs (ils le savent d'autant mieux qu'ils sont souvent, ou ont été eux-mêmes actionnaires, administrateurs ou bénéficiaires de stock-options de ces groupes). Un signal négatif quant à l'évolution des budgets ou une inflexion de la doctrine stratégique aurait inévitablement une incidence désastreuse sur la confiance des propriétaires du capital et l'évolution des cours boursiers.

31. Depuis le 1er juin 2005, l'industrie de la sécurité intérieure a également un indice spécifique : le *ISC-CCM Homeland Security Index* (noté HSX), composé de 30 entreprises et développé par *Cronus Capital Market et International Securities Exchange*.

Face à ce secteur considéré comme « *too strategic to fail* », il deviendra très aventureux pour un futur gouvernement de chercher à infléchir la posture militariste des États-Unis.

Le « système industriel militaro-sécuritaire » (SIMS) est la pierre d'angle de l'hégémonie des États-Unis, son rôle est déterminant dans la défense de la position des États-Unis dans l'ordre mondial. En tant que fournisseur des moyens ma-

tériels mais aussi humains (pensons au développement des *Private Military Companies*, d'ailleurs souvent filiales des grands producteurs d'armements), le SIMS est aussi le garant, en dernier ressort, aussi bien de l'ordre interne que de l'ouverture des marchés extérieurs. Cette mission suprême place bel et bien le SIMS au cœur du système capitaliste américain.

---

## Conclusion

---

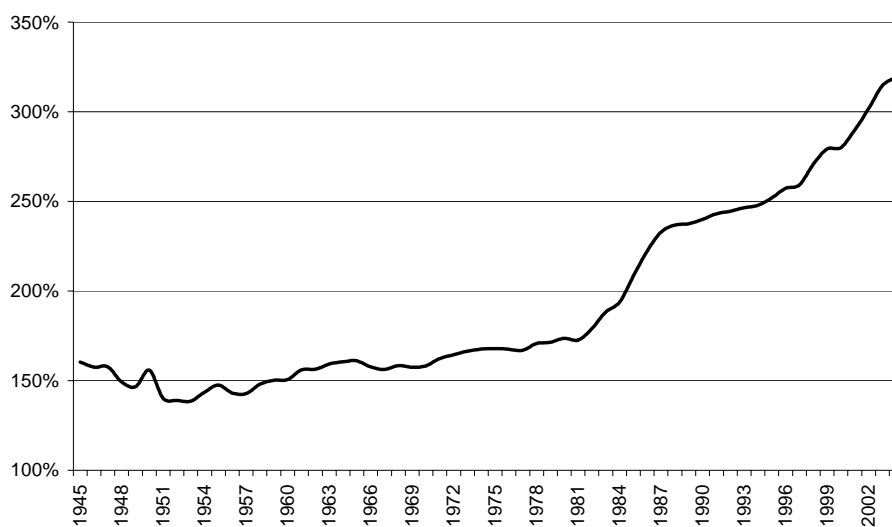
La fragilité du « modèle » américain ne fait aucun doute. Elle tient d'abord aux menaces que fait peser sur la cohésion sociale interne du pays, l'évolution galopante des inégalités. Elle est également liée à un mode de consommation à crédit et de production délocalisée d'une économie toujours plus dépendante à l'égard du reste du monde. Enfin, à plus long terme, la fragilité du « modèle » états-unien sera inévitablement liée à la contestation croissante de son hégémonie et, plus généralement, à l'évolution de ses relations avec la Chine, désormais au centre de ses préoccupations stratégiques.

Pourtant, et malgré cette fragilité évidente, nous pensons pouvoir conclure de ces quelques éléments sur l'histoire, l'économie et la puissance militaire des États-Unis, que l'hypothèse d'une proche « fin de l'empire » américain avancée par certains auteurs est assez peu probable. Au contraire, il se pourrait bien que l'option militariste choisie par l'administration américaine se prolonge un certain temps encore, et aussi longtemps que possible afin de préserver inconditionnellement un mode de développement et de consommation américain qui se révèle de plus en plus incompatible avec les droits fondamentaux et les nécessités

légitimes du reste du monde. Les groupes sociaux qui tirent avantage de la prééminence de la finance caractérisant l'ordre néolibéral depuis le milieu des années 1970, sont parvenus à créer des conditions conférant au système une inertie telle qu'un changement de politique serait très hasardeux. Garant en dernier ressort aussi bien de l'ordre interne que de l'ouverture des marchés extérieurs, et pierre d'angle de la position hégémonique des États-Unis dans l'ordre mondial, le « système industriel militaro-sécuritaire » est au cœur du capitalisme américain contemporain.

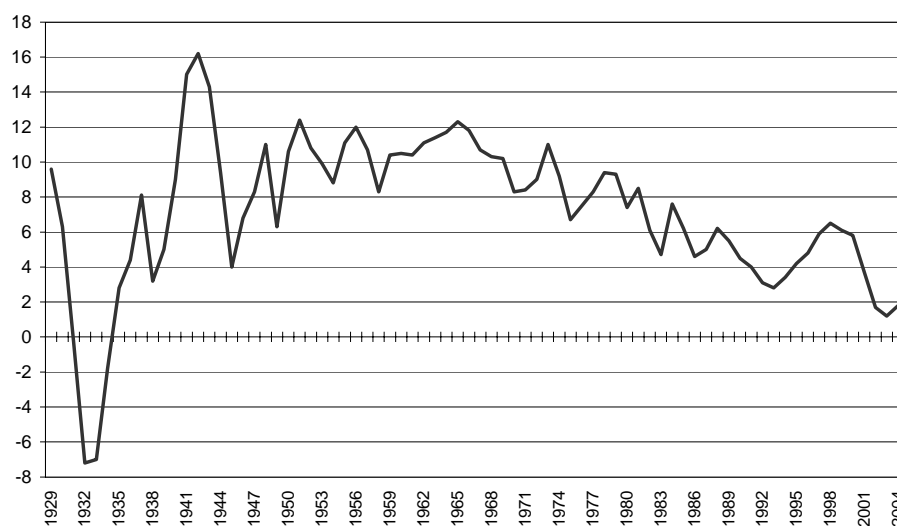
Les premières victimes seront – et sont déjà, au vu de certains indicateurs révélateurs du creusement des inégalités sociales – les ménages américains, et en particulier les plus faibles. Une peur bien orchestrée, et entretenue à coups de propagande, de guerres et de psychose de l'attentat, devrait cependant tenir ces derniers à bonne distance, et pour un bon moment, de toute velléité rebelle ou contestatrice. Mais à côté de ces victimes « économiques » viendront de nouvelles victimes « tout court » : celles des prochaines guerres qui, comme aujourd'hui les populations irakiennes, paieront de leur vie les exutoires armés qui ponctuent la trajectoire néolibérale. Dans les deux cas, sur les marchés intérieurs comme à l'international, l'industrie militaro-sécuritaire et les groupes sociaux qui en tirent profit y trouveront leur compte.

Graphique 1. **Encours total de la dette sur le marché du crédit, 1945-2004**  
(en % du PIB)



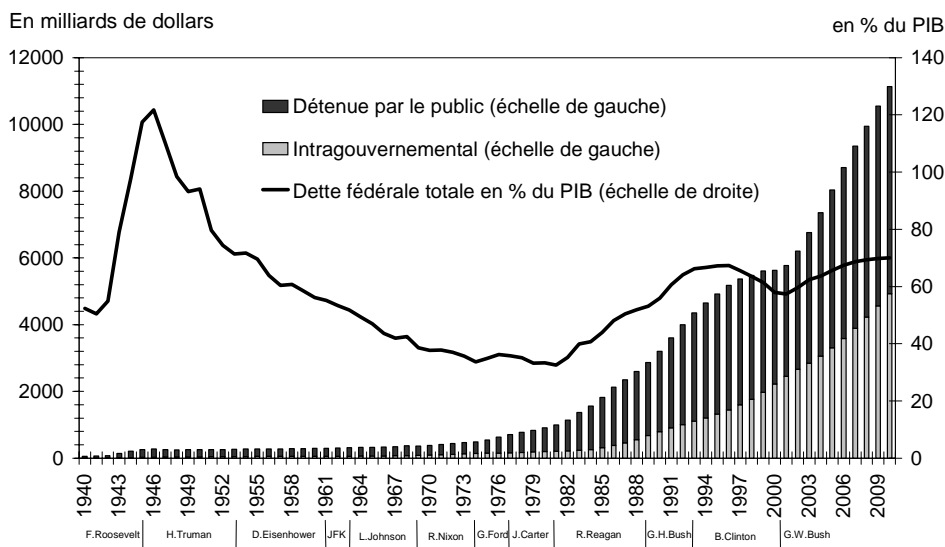
Source : Federal Reserve, Flow of Funds Accounts, 2005.

Graphique 2. **Taux d'épargne net, 1929-2004**  
(en % du PIB)



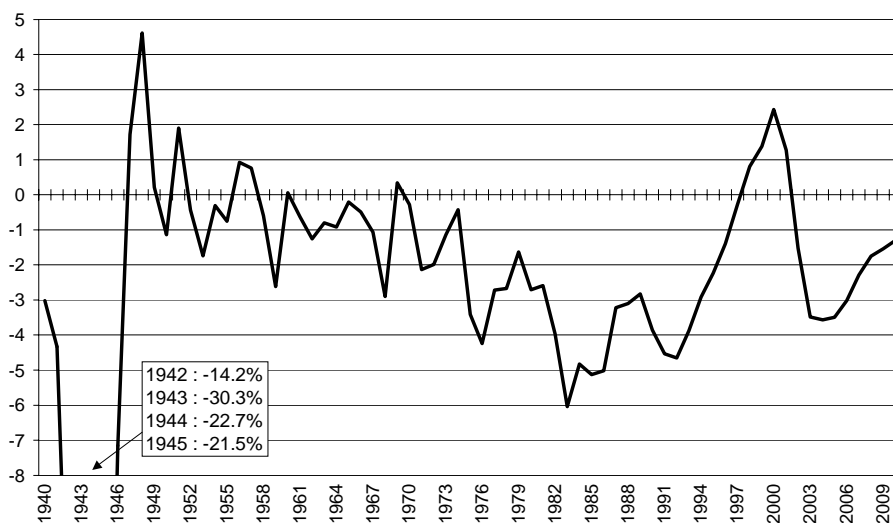
Source : BEA, NIPA tables.

Graphique 3. Dette fédérale totale des États-Unis, 1940-2010



Source : OMB, *Historical Tables*, 2005.

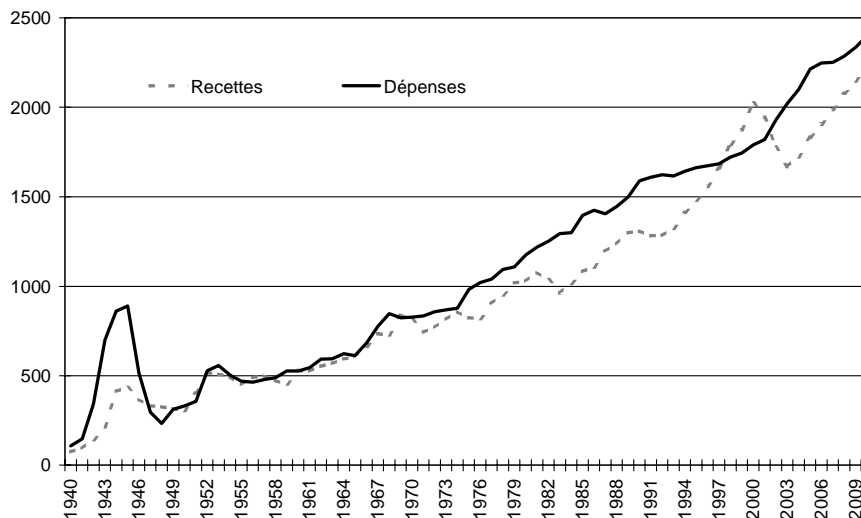
Note : Les données après 2004 sont des projections de l'OMB.

Graphique 4. Le déficit des finances publiques des États-Unis, 1940-2010  
(en % du PIB)

Source : OMB, *Historical Tables*, 2005.

Note : Les données après 2004 sont des projections de l'OMB.

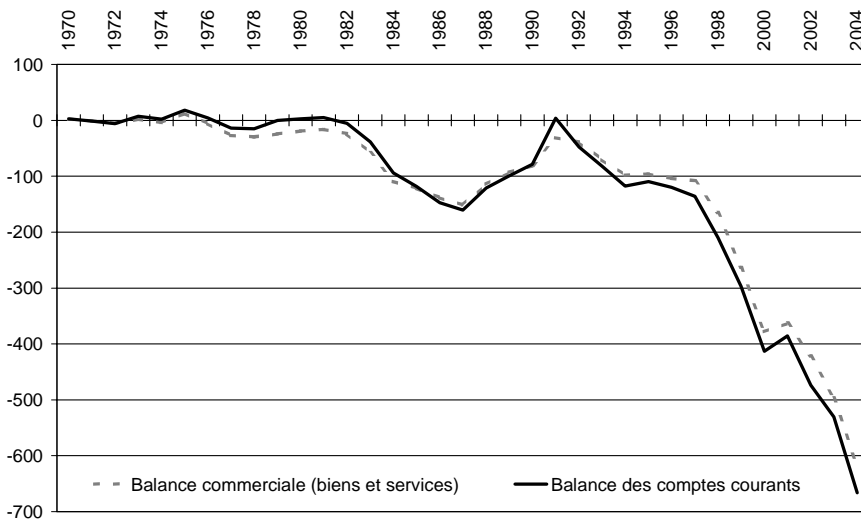
**Graphique 5. Finances publiques des États-Unis - Évolution des recettes et des dépenses, 1940-2010**  
(en milliards de dollars au prix FY2000)



Source : OMB, *Historical Tables*, 2005.

Note : Les données après 2004 sont des projections de l'OMB.

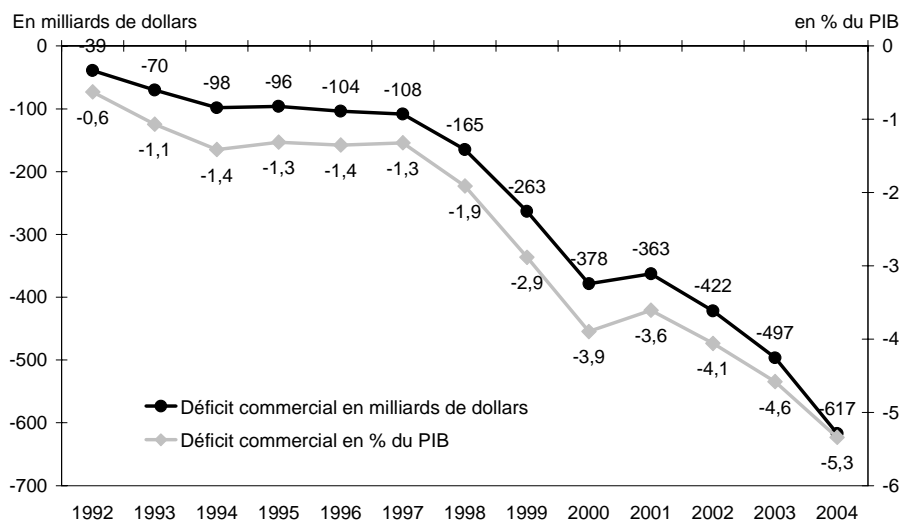
**Graphique 6. Balance des comptes courants et balance commerciale, 1970-2004**  
(en milliards de dollars)



Source : BEA, *NIPA Tables*.

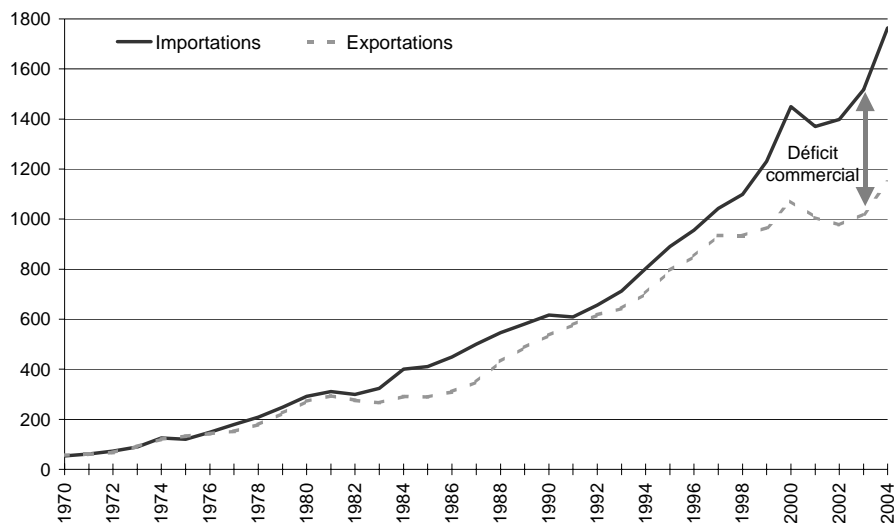


Graphique 7. **Déficit commercial des États-Unis, 1992-2004**  
(en milliards de dollars et en % du PIB)



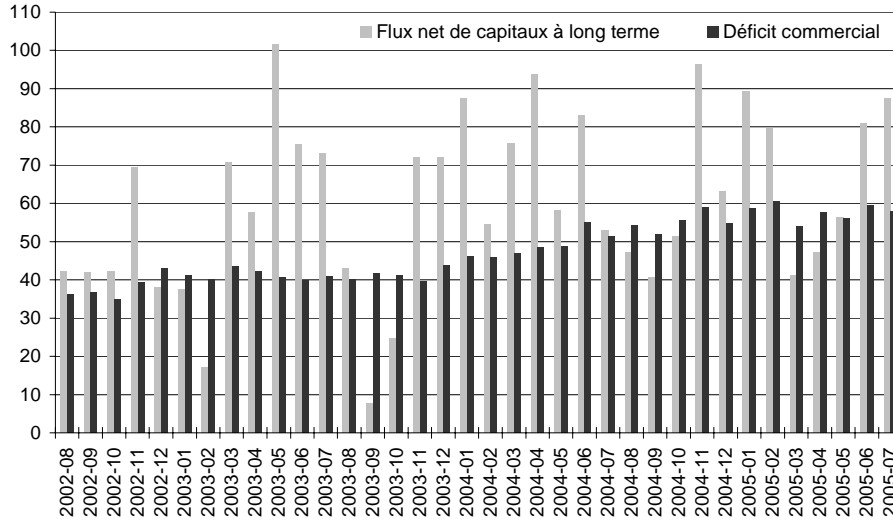
Source : BEA, NIPA Tables.

Graphique 8. **Évolution des importations et exportations des États-Unis (biens et services), 1970-2004**  
(en milliards de dollars)



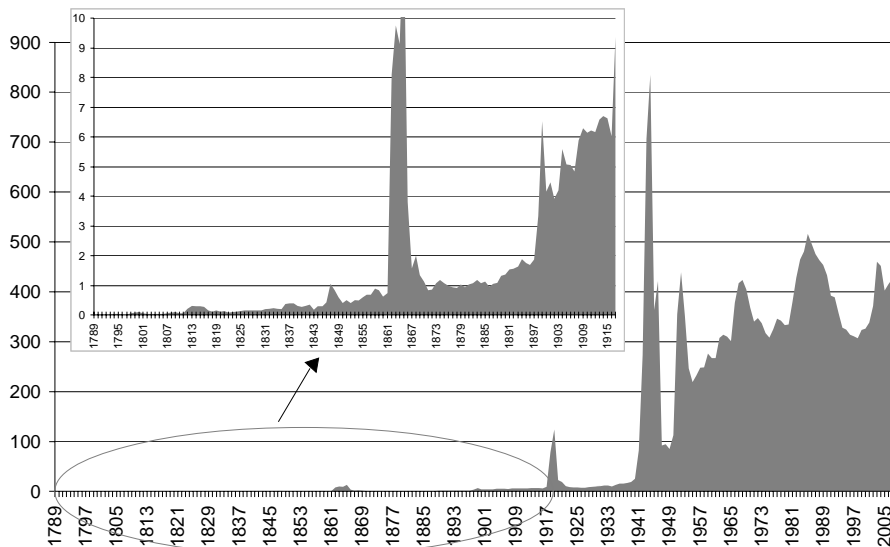
Source : BEA, NIPA Tables.

Graphique 9. **Déficit commercial et flux net de capitaux à long terme, de juin 2002 à mai 2005**  
(en milliards de dollars)



Source : Department of the Treasury, TIC Data

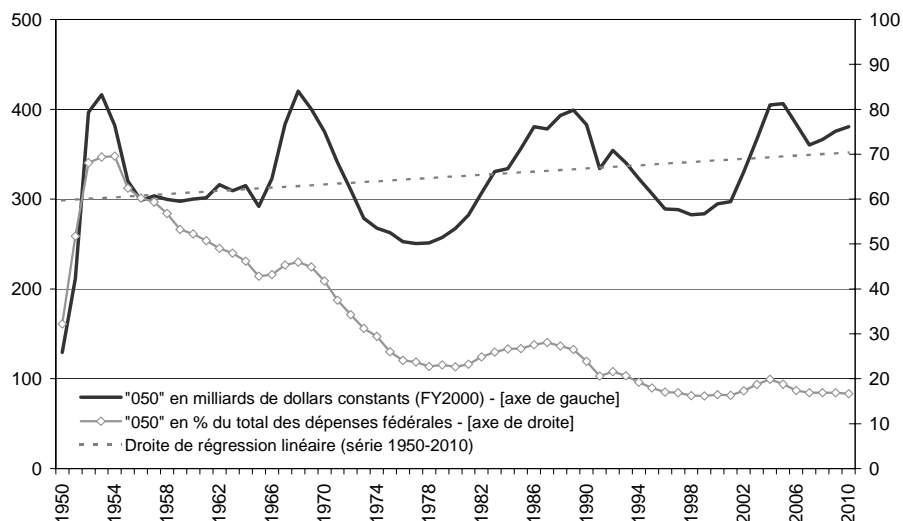
Graphique 10. **Dépenses militaires des États-Unis (Budget Authority 051), de 1789 à 2009**  
(en milliards de dollars constants au prix de 2004)



Sources : Bureau of the Census, Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970, 1975 ; DoD, National Defense Budget Estimates for FY2005, 2004 ; OMB, Historical Tables, 2005.

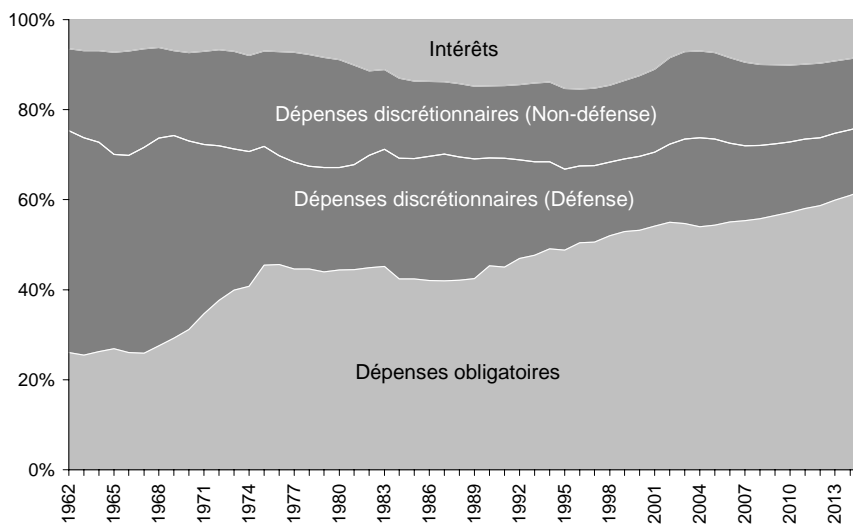
### Graphique 11. Dépenses militaires des États-Unis (*National Defense 050*) de 1951 à 2010

en milliards de dollars constants, FY2000 (axe de gauche) ou en % du total des dépenses fédérales (axe de droite)



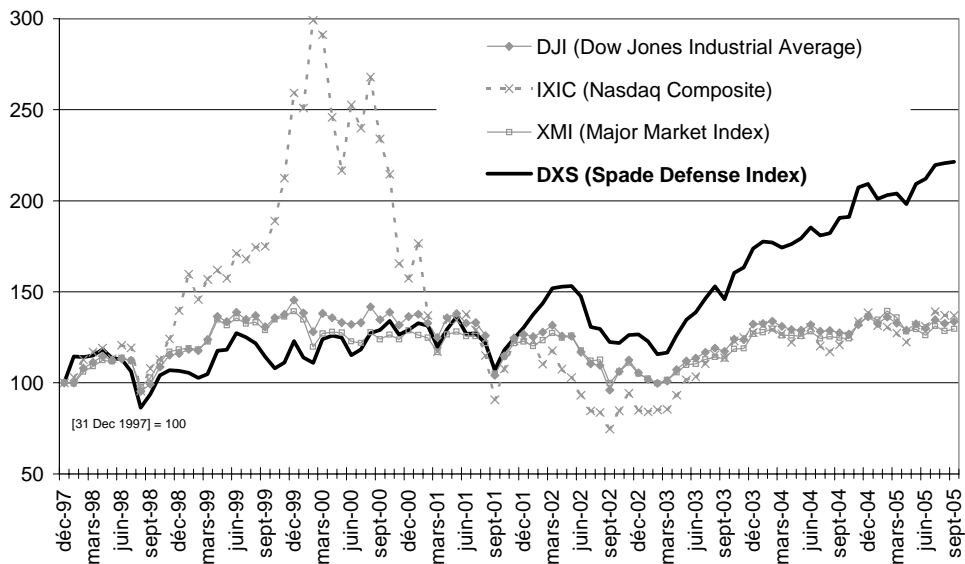
Source : OMB, *Historical Tables*, 2005.

### Graphique 12. Répartition des dépenses dans le budget fédéral des États-Unis



Source : CBO, *The Budget and economic Outlook : Fiscal Year 2006 to 2015*, 2005.

Graphique 13. Comparaison des indices boursiers du *Dow Jones Industrial (DJI)*, du *Nasdaq (IXIC)*, du *Major Market Index (XMI)* et du *Spade Defense Index (DXS)*, de décembre 1997 à septembre 2005



**Note :** Le graphique est construit à partir des cours de clôture ajustés du dernier jour ouvrable de chaque mois.  
**Source :** Mampaey, sur base des données du NYSE.

Tableau 1. **Principaux détenteurs de titres du Trésor, de décembre 2004 à mai 2005**  
(en milliards de dollars)

	05/2005	04/2005	03/2005	02/2005	01/2005	12/2004
1. Japon	685,7	685,2	679,5	680,3	679,3	689,4
2. Chine populaire	243,5	240,5	223,5	224,9	223,5	222,9
3. Royaume Uni	132,5	125,2	122,2	111,6	101,1	101,0
4. Caraïbes <sup>1</sup>	125,9	124,6	137,2	104,7	94,2	71,4
5. Taiwan	70,9	70,6	71,1	68,5	68,3	67,9
6. OPEP	62,6	60,6	62,2	67,6	67,0	62,1
7. Allemagne	61,2	60,8	56,0	53,0	53,8	50,2
8. Corée du Sud	58,7	55,9	57,1	53,1	53,6	55,0
9. Hong Kong	47,6	47,2	45,2	45,2	45,3	45,1
10. Luxembourg	44,6	45,3	42,2	42,9	41,7	41,6
11. Suisse	42,0	43,3	44,1	44,3	40,8	42,1
12. Canada	41,1	42,1	38,4	38,0	35,4	33,3
13. Norvège	37,7	29,8	16,9	33,8	35,1	30,4
14. Mexique	31,2	31,6	32,5	33,0	33,5	32,8
15. Singapour	30,3	30,0	30,7	29,2	29,9	30,3
16. France	28,0	22,3	25,1	27,1	21,2	20,0
17. Suède	17,9	16,8	16,9	16,3	15,8	16,9
18. Irlande	17,7	13,3	17,2	17,8	15,6	16,3
19. Inde	16,9	18,0	18,3	18,1	15,9	15,0
20. Tous les autres	231,0	237,2	240,2	236,9	237,6	240,5
<b>Total</b>	<b>2.027,0</b>	<b>2.000,3</b>	<b>1.976,5</b>	<b>1.946,3</b>	<b>1.908,6</b>	<b>1.884,2</b>
<i>Dont inst. officielles<sup>2</sup></i>	<i>1.241,7</i>	<i>1.236,1</i>	<i>1.227,9</i>	<i>1.242,5</i>	<i>1.238,3</i>	<i>1.232,7</i>
<i>Court terme<sup>3</sup></i>	<i>229,0</i>	<i>230,1</i>	<i>235,8</i>	<i>235,5</i>	<i>242,6</i>	<i>244,6</i>
<i>Long terme<sup>4</sup></i>	<i>1.012,8</i>	<i>1.006,0</i>	<i>992,0</i>	<i>1.007,0</i>	<i>995,7</i>	<i>988,1</i>

1. Ces « banking centers » sont des centres financiers extra-territoriaux (CFE) établis aux Bahamas, aux Bermudes, dans les Antilles néerlandaises, les îles Cayman ou encore Panama, plus communément appelés « paradis fiscaux ».

2. Pour l'essentiel des banques centrales.

3. C'est-à-dire les « Treasury Bills », des titres à moins d'un an.

4. C'est-à-dire les « Treasury Bonds & Notes », respectivement des titres à plus de 10 ans, et entre 1 et 10 ans.

Source : [WWW.treas.gov/tic/mfh.txt](http://WWW.treas.gov/tic/mfh.txt) (ce lien conduira vers un tableau actualisé).

**Tableau 2. Les crédits budgétaires publics de recherche et développement,  
pour l'année 2002**  
(en millions d'euros)

(Chapitre NABS)	Total (99)	Civil (86)	Défense (13)	Défense en % du Total
Union européenne (25 pays)	73.309,32	62.528,45	10.780,86	14,71%
Union européenne (15 pays)	71.810,49	61.050,54	10.759,94	14,98%
Belgique	1.605,85	1.600,76	5,08	0,32%
République tchèque	396,44	383,48	12,97	3,27%
Danemark	1.233,71	1.226,59	7,12	0,58%
Allemagne (incluant l'ex-RDA à partir de 1991)	16.736,88	15.823,63	913,25	5,46%
Estonie	:	:	:	:
Grèce	<u>391,64</u>	<u>388,16</u>	<u>3,48</u>	<u>0,89%</u>
Espagne	5.371,00	3.941,48	1.429,52	26,62%
France	15.497,95	11.938,95	3.559,00	22,96%
Irlande	391,70	:	:	:
Italie	:	:	:	:
Chypre	:	:	:	:
Lettonie	17,72	:	:	:
Lituanie	:	:	:	:
Luxembourg (Grand-Duché)	48,00	:	:	:
Malte	24,45	:	:	:
Pays-Bas	3.590,56	3.528,92	61,64	1,72%
Autriche	1.466,70	1.466,67	0,02	0,00%
Pologne	:	:	:	:
Portugal	900,78	883,62	17,16	1,91%
Slovénie	129,72	129,49	0,23	0,17%
Slovaquie	81,82	74,25	7,57	9,25%
Finlande	1.388,68	1.366,87	21,82	1,57%
Suède	<u>2.221,36</u>	<u>1.817,36</u>	<u>403,99</u>	<u>18,19%</u>
Royaume-Uni	11.583,40	7.226,11	4.357,29	37,62%
Roumanie	68,78	67,71	1,08	1,57%
Islande	<u>101,11</u>	:	:	:
Norvège	1.544,40	1.434,56	109,83	7,11%
Suisse	2.017,68	2.007,46	10,23	0,51%
Fédération de Russie	2.242,15	1.240,95	1.001,20	44,65%
États-Unis	108.988,55	52.161,92	56.826,63	52,14%
Japon	<u>29.972,86</u>	:	1.213,90	<u>4,05%</u>

*Italique* = estimation Eurostat ; souligné = valeur provisoire

**Note** : Nous avons choisi de présenter les chiffres de l'année 2002 car c'est l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles pour le plus grand nombre de pays. Les données Eurostat pour 2003 sont encore très claires, tandis que celles de 2004 sont quasi inexistantes.

**Source** : Eurostat.

## Références

- ANDERSON Sarah, CAVANAGH John, HARTMAN Chris, KLINGER Scott and CHAN Stacey [2004], *Executive Excess 2004, Campaign Contributions, Outsourcing, Unexpensed Stock Options and Rising CEO Pay*, 11<sup>th</sup> Annual CEO Compensation Survey, Institute for Policy Studies / United for a Fair Economy, 31 août 2004, <http://www.faireconomy.org/press/2004/EE2004.pdf>
- BAKER Dean [2004], *The Current Account Deficit and the Budget Deficit: Is \$600 Billion Missing?*, Center for Economic and Policy Research (CEPR), 2 février 2004, [http://www.cepr.net/publications/Current\\_Account\\_Deficit.htm](http://www.cepr.net/publications/Current_Account_Deficit.htm)
- BAKER Dean and WEIBROT Mark [2002], *The Economic Cost of a War in Iraq: The Negative Scenario*, Center for Economic and Policy Research (CEPR), 9 décembre 2002, [http://www.cepr.net/Costs\\_of\\_a\\_War.pdf](http://www.cepr.net/Costs_of_a_War.pdf)
- CBO (Congressional Budget Office) [2005], *The Budget and Economic Outlook: Fiscal Years 2006 to 2015*, janvier 2005, <http://mirror1.cbo.gov/ftpdocs/60xx/doc6060/01-25-BudgetOutlook.pdf>
- d'ARVISENET Philippe [2005], Les États-Unis exportent... de la dette, dans *EcoWeek*, BNP-Paribas, 11 avril 2005, [http://economic-research.bnpparibas.com/applis/www/Research/Confs/EcoWeekByDateFR/2B0F012D43CBB8FC1256FE00058EC91/File/EcoWeek\\_05-15-FR.pdf?OpenElement](http://economic-research.bnpparibas.com/applis/www/Research/Confs/EcoWeekByDateFR/2B0F012D43CBB8FC1256FE00058EC91/File/EcoWeek_05-15-FR.pdf?OpenElement)
- Department of Commerce [1975], *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970, Bicentennial Edition*, 1975. Part I : <http://www2.census.gov/prod2/statcomp/documents/CT1970p1.zip> Part II : <http://www2.census.gov/prod2/statcomp/documents/CT1970p2.zip>
- Department of Defense [2005], *National Defense Budget Estimates for FY2006*, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), avril 2005, [http://www.defenselink.mil/comptroller/defbudget/fy2006/fy2006\\_greenbook.pdf](http://www.defenselink.mil/comptroller/defbudget/fy2006/fy2006_greenbook.pdf)
- DUMENIL Gérard et LEVY Dominique [2003], Néolibéralisme-néomilitarisme, dans *Actuel Marx*, vol. 33, 2003, <http://pythie.cepremap.ens.fr/levy/dle2003c.pdf>
- DUMENIL Gérard et LEVY Dominique [2004], Ivresse néolibérale. Arrogance impériale, dans *Espaces Marx, Quelle Europe pour quel monde?*, Syllepse, Paris, 2004, <http://pythie.cepremap.ens.fr/levy/dle2004r.doc>
- DUMENIL Gérard et LEVY Dominique [2004], Où va l'économie états-unienne?, dans *Critique communiste*, Vol. 174, p. 53-59, 2004, <http://pythie.cepremap.ens.fr/levy/dle2004s.doc>
- FEDERAL RESERVE [2005], *Flow of Funds Accounts of the United States*, Federal Reserve Statistical Release, 10 mars 2005, <http://www.federalreserve.gov/releases/z1/current/z1.pdf>
- FERGUSON Roger W. Jr. [2005], *US Current Account Deficit: Causes and Consequences*, Remarks to the Economics Club of the University of North Carolina at Chapel Hill, Chapel Hill, North Carolina, 20 avril 2005, <http://www.federalreserve.gov/BOARDDOCS/SPEECHES/2005/20050420/default.htm>
- GALBRAITH John Kenneth [1987], *L'économie en perspective – Une histoire critique*, éditions du Seuil, Paris, 1989.
- GAO (Government Accountability Office) [2004], *Federal Debt – Answers to Frequently Asked Questions, An Update*, GAO-04-485SP, août 2004, <http://www.gao.gov/new.items/d04485sp.pdf>
- GREENSPAN Alan [2005], *Current Account*, Remarks at Advancing Enterprise 2005 Conference, London, England, 4 février 2005, <http://www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2005/20050204/default.htm>
- HIGGS Robert [1990], *Arms, Politics and the Economy. Historical and Contemporary Perspectives*, Homes and Meier, New York – London, 1990.
- HUSSON Michel [2005], L'économie mondiale déséquilibrée, dans *Inprecor*, n°501/502, janvier 2005, <http://hussonet.free.fr/conjinp4.pdf>
- KRUGMAN Paul [2004], Rubin Gets Shriek, in *The New York Times*, 6 janvier 2004, <http://nytimes.com/2004/01/06/opinion/06KRUG.html>
- KONTODIMAS Christos [2003], *Stratégie intégrale et société de l'information aux États-Unis*, Mémoire présenté en vue de l'obtention du DEA transdisciplinaire, Université libre de Bruxelles, Faculté de philosophie et lettres, Année académique 2002-2003.
- LEVEY David H. and BROWN Stuart S. [2005], The Overstretch Myth, in *Foreign Affairs*, mars/avril 2005, <http://www.foreignaffairs.org/20050301facomment84201/davidh-levy-stuart-s-brown/the-overstretch-myth.html>
- MAMPAEY Luc et SERFATI Claude, Les groupes de l'armement et les marchés financiers : vers une convention "guerre sans limites" ?, dans F. Chesnais, *La finance mondialisée*, La Découverte, Paris, 2004, <http://www.grip.org/bdg/pdf/g1014.pdf>
- MARKUSEN Ann, HALL Peter, CAMPBELL Scott and DEITRICK Sabina [1991], *The Rise of the Gunbelt*, Oxford University Press, New York, 1991.
- McKIBBIN Warwick J. & STOECKEL Andrew [2003], *The Economic Costs of a War in Iraq*, The Brookings Institution, 7 mars 2003, <http://www.brook.edu/dybdocroot/views/papers/mckibbin/20030307.pdf>
- MELMAN Seymour [1985], *The Permanent War Economy, American Capitalism in Decline*, Simon & Schuster Inc., New York, 1985.
- OMB (Office of Management and Budget) [2005], *Historical Tables – Budget of the United States Government, Fiscal Year 2006*, Washington, 2005, <http://www.whitehouse.gov/omb/budget/fy2006/pdf/hist.pdf>
- SERFATI Claude [2005], La globalisation financière : le triomphe des rentiers, dans B. Jouve et Y. Roche, *Flux et territoires*, Presses Universitaires du Québec, 2005 (à paraître).
- SERFATI Claude [2004], *Impérialisme et militarisme : Actualité du XXI<sup>e</sup> siècle*, Cahiers Libres – Éditions Page deux, Lannan, 2004.
- THE WHITE HOUSE [2002], *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, 2002, <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>
- VANEL Grégory [2003], *Le budget des États-Unis et la guerre en Iraq : les dommages collatéraux seront-ils aussi du côté américain ?*, Observatoire des Amériques, Université du Québec à Montréal, mai 2003, [http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro\\_budgetUSIrak.pdf](http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_budgetUSIrak.pdf)
- VANEL Grégory [2002], La balance des paiements américaine revisitée : Mesure et démesure de l'hégémonie financière américaine, Cahiers de recherche CEIM/GRIC, Université du Québec à Montréal, mars 2002, [http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-gric.php?id\\_article=85](http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-gric.php?id_article=85) ou <http://www.unites.uqam.ca/gric/pdf/bdpus0204.pdf>



GROUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Fondé en 1979 à Bruxelles, le GRIP est un institut de recherche indépendant qui étudie les questions de défense, de sécurité et de désarmement. Par ses travaux, le GRIP veut contribuer à une meilleure compréhension de ces problématiques dans la perspective d'une amélioration de la sécurité internationale en Europe et dans le monde.

**Adresse :** rue Van Hoorde, 33  
B -1030 Bruxelles  
Tél.: (32.2) 241.84.20  
Fax: (32.2) 245.19.33  
Courriel: [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Site web: <http://www.grip.org>

(bureaux ouverts du lundi  
au vendredi de 8h30 à 13h et  
de 13h30 à 17h)

**Directeur :** Bernard Adam

**Coordination :** Bernard Adam,  
Luc Mampaey, Caroline Pailhe,  
Marc Schmitz

**Recherche :** Bernard Adam,  
Holger Anders, Georges  
Berghezan, Ilhan Berkol, Claudio  
Gramizzi, Luc Mampaey,  
Caroline Pailhe, Cédric Poitevin,  
Federico Santopinto, Pamphile  
Sebahara, Marc Schmitz,  
Xavier Zeebroek

**Secrétariat et administration :**  
Dominique Debroux, Édith  
Grosse, Caroline Pailhe,  
Chantal Schamp

**Centre de documentation :**  
Alain Reisenfeld

**Édition, relations publiques :**  
Denys Detandt, Danièle  
Fayer-Stern, Sabine Fiévet,  
Marc Schmitz

**Informatique :** Mampaey

**Conseil d'administration :**  
Bernard Adam (administrateur  
délégué), Rik Coolsaet, Laurent  
Dumont, Jean-Paul Marthoz,  
Carl Vandoorne, Guy Vaerman.

## LES PUBLICATIONS DU GRIP

Depuis sa fondation, le GRIP est surtout connu pour son travail d'édition. Au fil du temps, les publications ont changé, tant au niveau du contenu, de la présentation que de la périodicité. Depuis l'automne 1997, elles se présentent sous trois formes :

### 1. Les Nouvelles du GRIP

Une lettre d'information trimestrielle de 8 pages : regard sur les grands dossiers du moment, nouvelles insolites, aperçu des activités du centre, etc. Cette lettre est envoyée d'office à tous les **membres du GRIP** en règle de **cotisation** de même qu'aux abonnés aux « Livres du GRIP ».

### 2. Les Livres du GRIP

Chaque année, le GRIP publie 5 ouvrages en collaboration avec les éditions Complexe, abordant les questions internationales dans les domaines de la géostratégie, de la défense et de la sécurité internationale.

Ces 5 ouvrages font partie de l'abonnement aux « Livres du GRIP » ; ils sont également disponibles en librairie et au GRIP.

### 3. Les Rapports du GRIP

Cette nouvelle collection (format A4, sans périodicité) valorise des travaux de recherche réalisés pour la plupart au GRIP.

Ces rapports sont envoyés d'office à tous ceux qui souscrivent un abonnement de soutien ; ils peuvent aussi être commandés au GRIP.

#### Tarifs 2005

	Belgique	Autres Europe	Autres Monde
<b>1. Cotisation</b>			
<i>Abonnement aux «Nouvelles du GRIP»</i>	15 euros	16 euros	18 euros
<b>2. Les Livres du GRIP</b>			
<i>Abonnement annuel aux 5 livres<sup>1</sup> et aux «Nouvelles du GRIP»</i>	80 euros	90 euros	95 euros
<b>3. Abonnement complet<sup>2</sup></b>			
<i>Abonnement à toutes les publications (Rapports inclus)</i>	135 euros	150 euros	160 euros
<b>4. Abonnement de soutien</b>	250 euros	250 euros	250 euros

1. L'abonnement couvre 5 livres (équivalant à 10 numéros), plus le trimestriel «Les Nouvelles du GRIP».

2. L'abonnement annuel complet inclut la collection des Rapports (non périodiques), avec en moyenne six parutions par année.

#### **Vous souhaitez vous abonner ?**

Vous pouvez le faire par téléphone (02/241.84.20), par fax (02/245.19.33), par courriel ([publications@grip.org](mailto:publications@grip.org)) ou en nous envoyant votre demande d'abonnement, accompagnée de votre paiement, au GRIP, rue Van Hoorde 33 B-1030 Bruxelles.

**Modes de paiement :** **Belgique** (virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement) / **France** (chèque barré; mandat postal international) / **Luxembourg** (soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP) / **Autres pays** (virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international) / **Autre moyen de paiement** (carte de crédit - VISA, Eurocard, Mastercard - Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.



## Les Rapports du GRIP

- |      |  |      |  |
|------|--|------|--|
| 1/99 | <b>Les armes non létales - Une nouvelle course aux armements</b> , Luc Mampaey, 40p., 8,68 euros.  | 3/02 | <b>L'Inde et le Pakistan - Forces militaires et nucléaires en présence</b> , Françoise Donnay, 40 p., 8,50 euros.  |
| 2/99 | <b>La guerre du Congo-Kinshasa - Analyse du conflit et transferts d'armes vers l'Afrique centrale</b> , Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 54p., 9,92 euros.                            | 4/02 | <b>Les exportations d'armes de la Belgique</b> , Bernard Adam, Sarah Bayés, Georges Berghezan, Ilhan Berkol, Françoise Donnay, Luc Mampaey et Michel Wéry, 72 p., 13 euros.  |
| 3/99 | <b>Post-Cold War Conversion in Europe - Defence Restructuring in the 1990s and the Regional Dimension</b> , collectif, 104p., 17,35 euros.   | 1/03 | <b>Les relations arméno-turques - La porte close de l'Orient</b> , Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, 32p., 7 euros.  |
| 1/00 | <b>La détention d'armes par les civils - Armes à feu : un enjeu en matière de Santé publique</b> , Sophie Nolet, 44p., 8,68 euros.   | 2/03 | <b>La crise ivoirienne - De la tentative du coup d'Etat à la nomination du gouvernement de réconciliation nationale</b> , Claudio Gramizzi et Matthieu Damian, 45p., 9 euros.  |
| 2/00 | <b>Marquage et traçage des armes légères</b> , Ilhan Berkol, 72p., 14,87 euros.  | 3/03 | <b>Enfants soldats, armes légères et conflits en Afrique - Les actions de la coopération au développement de l'Union européenne et de la Belgique</b> , Claudio Gramizzi, Félix Nkundabagenzi, Sophie Nolet et Federico Santopinto, 44p. |
| 3/00 | <b>Bilan de la guerre du Kosovo : Résultat des frappes - Fin du conflit - La reconstruction - La situation en Serbie-Monténégro</b> , Valérie Peclow et Bernard Adam, 56 p., 9,92 euros.       | 4/03 | <b>Questions juridiques sur la régionalisation des licences d'armes</b> , Nicolas Crutzen, 28p., 7 euros.  |
| 4/00 | <b>National Missile Defense - Le retour de la guerre des étoiles et les enjeux stratégiques</b> , Aris Roubos et Michel Wautelet, 60p., 9,92 euros.  | 1/04 | <b>Le contrôle du courtage des armes - Prochaines étapes pour les Etats membres de l'UE</b> , Holger Anders, 34p., 7 euros.  |
| 5/00 | <b>L'Union européenne et la prévention des conflits africains</b> , Félix Nkundabagenzi, 28p., 7,44 euros.   | 2/04 | <b>Bilan d'un an de guerre en Irak - Analyse des coûts et des éléments déclenchants</b> , Caroline Pailhe avec la collaboration de Valérie Peclow et Federico Santopinto, 52p., 9 euros.   |
| 6/00 | <b>Groupe Herstal S.A. - L'heure des décisions</b> , Luc Mampaey, 34p., 7,44 euros.  | 3/04 | <b>L'Union européenne et le renseignement - Perspectives de coopération entre les Etats membres</b> , Thierry Coosemans, 52p., 9 euros.  |
| 7/00 | <b>La disponibilité des armes légères illicites - Comment combattre cette menace internationale</b> , Peter Lock, 34p., 7,44 euros.  | 4/04 | <b>Marquage, enregistrement, traçage des armes légères et de petit calibre: projet de convention</b> , Ilhan Berkol, 44p., 8,5 euros.  |
| 1/01 | <b>Le micro-désarmement - Le désarmement concret en armes légères et ses mesures associées</b> , Michel Wéry avec la contribution de Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 64p., 13 euros. | 5/04 | <b>Qui arme les Mai-Mai? - Enquête sur une situation originale</b> , Charles Nasibu Bilali, 26p., 7 euros.   |
| 2/01 | <b>Le réarmement de la Sierra Leone - Un an après l'accord de paix de Lomé</b> , Eric G. Berman, une étude de Small Arms Survey, 42p., 8,50 euros.   | 1/05 | <b>RDC - Ressources naturelles et transferts d'armes</b> , Anne Renauld, 33p., 7euros.   |
| 3/01 | <b>La disponibilité des armes à feu - Quel impact sur la sécurité et la santé publique ?</b> , collectif, 40p., 8,50 euros.  | 2/05 | <b>Iran - Regard vers l'Est : la politique asiatique de la république islamique</b> , Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, 35p., 7 euros.   |
| 4/01 | <b>La conférence des Nations unies de juillet 2001 sur les armes légères - Analyse du processus et de ses résultats</b> , Ilhan Berkol, 58p., 11 euros.  | 3/05 | <b>Burundi - Armes légères et violence armée: quel impact sur les femmes</b> , Edward B. Rackley, 27p., 7 euros.   |
| 5/01 | <b>L'ONU face au terrorisme</b> , Sandrine Santo, 38p., 8,50 euros.  | 4/05 | <b>Afrique de l'Ouest: Vers une Convention sur les armes légères</b> , Albert Chaïbou et Sadou Yattara, 20p., 6 euros.   |
| 1/02 | <b>La Chine et la nouvelle Asie centrale - De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après-11 septembre</b> , Thierry Kellner, 40p., 8,50 euros.                                   | 5/05 | <b>Afrique de l'Ouest: L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères</b> , Hélène N.V. Cissé, 22p., 6 euros.   |
| 2/02 | <b>L'Union européenne et la prévention des conflits - Concepts et instruments d'un nouvel acteur</b> , Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe et Valérie Peclow, 72p., 13 euros.                 | 6/05 | <b>Afrique centrale : L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères</b> , Pierre Huybrechts et Ilhan Berkol, 105p., 15 euros.  |

## GUERRES ET DÉFICITS

### **LES DEUX PILIERS DE L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS**

Le comportement du système économique des États-Unis est souvent déconcertant, ce qui explique sans doute, en partie, « l'infaillible propension à l'erreur » des spécialistes de la prévision économique, soulignée par le célèbre économiste John Kenneth Galbraith. Selon les analystes, la guerre en Irak était de nature à affecter très négativement la croissance. Dans les faits, et malgré l'enlèvement militaire, le taux de croissance a rarement été meilleur : +4,4 % en 2004, et déjà +3,8 % au troisième trimestre 2005. Les niveaux d'endettement de l'État, des entreprises et des ménages atteignent des records inégalés, mais l'afflux des capitaux étrangers ne tarit pas et les banques centrales étrangères continuent d'amasser les dollars. Le déficit de la balance commerciale est abyssal et dans une large mesure financé par les banques centrales asiatiques. Mais cela n'entame en rien la confiance des autorités politiques et monétaires : la flexibilité de la très libérale économie américaine permettra tous les ajustements nécessaires sans conséquences significatives pour l'activité économique globale.

Cette étonnante conjoncture, sur fond d'inégalités sociales galopantes, renvoie l'image d'un « modèle » américain fragile, dans laquelle certains ont cru pouvoir déceler les premiers signes d'une « fin de l'empire ». C'est cependant sans compter sur le rôle déterminant du « système industriel militaro-sécuritaire », le « Complexe », dénoncé jadis par le président Eisenhower. En effet, la politique des déficits chroniques ne peut se prolonger que parce qu'elle est fermement adossée à une politique de puissance résolument militariste.

Le « système industriel militaro-sécuritaire » est au cœur du capitalisme américain contemporain. Pierre d'angle de la position hégémonique des États-Unis dans l'ordre mondial et garant en dernier ressort aussi bien de l'ordre interne que de l'ouverture des marchés extérieurs, il puise dans la configuration néolibérale les conditions de sa pérennité et de sa consolidation.

**Luc Mampaey** est chargé de recherche au GRIP.

